

Entretien avec Georges Berthoin

**Propos recueillis le 17 novembre 2009
Par Anne Dulphy et Christine Manigand**

Notice biographique de Georges Berthoin

- Né le 17 mai 1925 à Nérac (Lot et Garonne).
- Directeur de cabinet de l'Inspecteur général de l'administration en mission extraordinaire (IGAME) en Champagne, Alsace-Lorraine (1950-1952).
- Directeur de cabinet de Jean Monnet à la Haute Autorité de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) (1952-1955).
- Chef-adjoint de la délégation de la CECA et chargé d'affaires au Royaume-Uni (1956-1958).
- Haut-représentant adjoint de la Commission de la Communauté économique européenne au Royaume-Uni (1959-1970).
- Haut-représentant de la Commission de la Communauté économique européenne auprès du Royaume-Uni (1970-1973).
- Cofondateur et coprésident de la Commission trilatérale (1973-1992).
- Président international du Mouvement européen (1978-1981).
- Membre de la Commission des Neuf Sages pour l'Afrique (1988-1989).

- Pouvez-vous nous préciser votre milieu d'origine ?

Des ancêtres venus de presque toutes nos provinces. Une vie intellectuelle intense et riche au service des idées et de l'État. Une symbiose harmonieuse de traditions catholique et républicaine. Une expérience nationale et coloniale légitimée par la promotion des droits humains et la « mission universelle de la France ». Une ignorance totale et même une méfiance du monde anglo-saxon. Bref, un mélange typiquement français. Une ambiance humaniste et tolérante.

- Quelle a été l'influence de votre père, Jean Berthoin, sur vos orientations initiales¹ ?

¹ Jean Berthoin (1895-1979) a d'abord eu une brillante carrière dans l'administration dès 1919 : sous-préfet de Nérac, Marmande, Narbonne de 1922 à 1928, puis préfet du Tarn et Garonne en 1932, de la Marne en 1936. Secrétaire général du ministère de l'Intérieur, il démissionne en 1940, avant d'entrer dans la Résistance. Il est membre du Comité départemental de Libération de l'Isère en 1944.

Sa carrière politique prend son envol sous la IV^e République : secrétaire d'État à l'Intérieur dans les cabinets Queuille (1950), rapporteur général au Budget au Sénat (1948-1954), il devint ministre de l'Éducation nationale dans les cabinets de Pierre Mendès France (1954), d'Edgar Faure (1955) et du général de Gaulle en 1958. Ministre de l'Intérieur dans le premier cabinet de la V^e République, celui de Michel Debré, il démissionne en mai 1959.

Il fut parlementaire européen (1952-1958 puis 1961-1974) et resta sénateur radical de l'Isère de 1948 à 1974.

Considérable. Dès l'enfance, il a voulu me mêler à ses discussions politiques et philosophiques. Pour me donner une initiation humaine en plus de ce que j'apprenais à l'école, il me mettait en bout de table pour écouter des hommes et des femmes de grand talent. Ce fut une formation et une déformation. J'ai très tôt pris l'habitude d'aller vite vers l'essentiel par la synthèse. D'aborder la solution des problèmes par le haut. Quand on est jeune, cela n'est pas toujours compris ni accepté.

Mon père m'avait mis sur la route de l'Europe, naturellement, sans qu'alors j'en sois conscient. Avant 1914, il appartenait à la Ligue internationale de la paix et de la liberté dont le siège était en Suisse. Son président, Émile Arnaud, l'inventeur du mot « pacifisme », et l'un des candidats retenus en 1911 pour le Prix Nobel de la paix, était un ami intime de ma famille paternelle. Internationaliste très influent comme juriste, il militait entre autres pour les États-Unis d'Europe. Mon père se nourrissait de ses idées.

Dans mes archives, j'ai retrouvé une lettre du fils Arnaud partant pour la guerre en 1914. Il expliquait à son professeur avec quelle foi il remplirait sa « mission sacrée contre les Barbares insensés ». J'ai retrouvé également une lettre de mon grand-père à mon père dans les premiers mois de la guerre lui annonçant que le fils Arnaud avait été tué au combat. Lui-même, juge à Lyon, a été assassiné en 1915 dans cette même ville par un condamné pour affaires civiles.

Ainsi s'est formée, comme dans chaque famille devant des événements aussi tragiques, une vague mémoire. Cette tradition indéfinissable, mais toujours présente contre la violence collective et individuelle, expliquera, sans que j'en sois vraiment averti, mes engagements futurs.

- Quelle a été votre formation ?

J'ai étudié à l'Université de Grenoble : lauréat de la Faculté, une licence de lettres (philosophie) et une autre en droit. J'avais comme professeur d'économie politique Jean-Marcel Jeanneney, un pédagogue remarquable. Il réussissait à nous libérer de l'atmosphère fermée et étouffante de l'Occupation. Avec lui, nous découvriions l'espace mondial, en avions la curiosité. J'étais tellement passionné qu'en outre je suivais ses cours de doctorat. En philosophie, j'avais Jacques Chevalier, ancien ministre de l'Instruction publique du maréchal Pétain au début du gouvernement de Vichy. Nous avons eu trois années de Sainte Thérèse d'Avila et de Bergson. Il en assurait le culte et nous les faisait aimer, sinon comprendre. Quand il nous interrogeait pour les examens, par peur d'un attentat contre lui, nous répondions pendant que deux policiers se trouvaient dans notre dos.

J'ai terminé en 1946. En mars de cette année-là, eut lieu le tout premier concours de l'École nationale d'administration (ENA). Je m'y suis présenté. J'ai obtenu une bonne moyenne aux épreuves écrites, mais un zéro éliminatoire en anglais ! Un certain élan était brisé. J'ai cherché conseil auprès du directeur de l'ENA, Bourdeau de Fontenay. Sur un ton un peu ironique, il m'a demandé ce que je choisissais : un destin ou une carrière ? Avec l'arrogance de mes vingt ans, je répondis « un destin ». J'ai donc décidé de ne pas me représenter. Je souffrais d'un irrésistible blocage vis-à-vis de la

langue anglaise. J'avais déjà eu des zéros en anglais au bac et en licence. Cet échec fut la chance de ma vie. Mais, à l'époque, je ne le savais pas ! Aujourd'hui, les trois quarts de mes archives sont en anglais. C'est pittoresque. J'en ai tiré une leçon, depuis transmise à tant d'autres : l'échec d'un moment prépare, si on le veut, à de meilleurs rendez-vous.

- Et qu'avez-vous fait ?

Une immersion totale. Le seul moyen était d'obtenir une bourse d'études du gouvernement français pour aller dans une université américaine. En dehors de ce fameux zéro, mon dossier universitaire était correct. De plus, les jeunes de la Résistance bénéficiaient d'une préférence. Heureusement pour moi, il n'existait pas encore de vérification des connaissances linguistiques. Plusieurs grandes universités m'ont accepté sur la foi de mon dossier ! J'ai alors choisi, un peu par hasard, Harvard où je fus inscrit en automne 1947, pour un PhD au *Littauer Center for Public Administration* qui est maintenant la *Kennedy School of Government*. Mais la bourse n'était que pour un an. Un doctorat en demandait trois.

L'immersion fut vraiment totale et, miracle, en quelques semaines je parlais couramment. J'ai eu la chance d'avoir des professeurs exceptionnels : Schumpeter, l'ancien chancelier Brüning en économie et, surtout, le professeur Elliott qui me prit un peu sous sa protection. Il fut chargé par le Département d'État, quelques mois après le célèbre discours du général Marshall, en juin 1947, d'organiser avec les quelques rares étudiants européens inscrits à Harvard des ateliers pour réfléchir à la mise en œuvre du plan Marshall. On nous demandait de réagir en Européens à divers scénarios et de faire des propositions concrètes. Ce que nous fîmes avec l'énergie, la liberté de la jeunesse. Nous avons obtenu quelques résultats non négligeables, notamment sur la question générale du respect de nos souverainetés nationales et, plus technique, contre le contrôle américain des aides financières au niveau de l'entreprise.

Pour la première fois, et même dans un rôle minuscule et indéfinissable, je découvrais ce qu'était l'élaboration d'une grande stratégie. Comment on parvenait, des idées exprimées dans un discours, à un concept politique pour aboutir aux réalités concrètes. Cette expérience a eu sur le reste de ma vie une influence déterminante dans ma pensée et mon action... Et sur mon retour en Europe. De militant anonyme et subalterne dans l'obscurité de l'Occupation, je découvrais les méthodes des états-majors où se discutent et s'élaborent les choix qui sont supposés changer le monde et le quotidien de chacun.

- Vous avez eu une action importante au sein de la Résistance.

Importante, c'est beaucoup dire ! Quand je me suis engagé, en septembre 40, je n'avais que quinze ans. Un travail d'exécutant de base : distributions de tracts, transports d'armes, cambriolages pour voler et transporter des tickets de rationnement dans le Vercors, sabotage de rails...

- Est-ce que cela correspondait chez vous à un engagement politique ?

On était contre Vichy, contre l'occupant et pour la Libération. Voilà tout. On ne choisissait pas son mouvement. Sans le savoir, les conversations, les silences, les comportements, donnaient de soi un profil qui provoquait chez les recruteurs, eux-mêmes engagés selon le même processus, la confiance personnelle, essentielle dans ce genre d'activités. J'ai compris à la longue que j'étais dans le mouvement « Combat » uniquement parce que j'en collais le journal sur les murs la nuit. Je ne me préoccupais pas de son idéologie, d'ailleurs je ne la connaissais pas. On y parlait de Charles de Gaulle, on en distribuait la photo. On en savait plus en écoutant la BBC. Par contre, les communistes avaient un projet politique, d'où leur influence. De plus ils étaient bien organisés.

- Pourquoi eux ?

Selon le système du *Komintern*, les Partis communistes avaient deux structures, l'officielle et la clandestine. Ils furent donc mieux équipés pour une activité de résistance. Par l'officielle, ils étaient les authentiques représentants de la classe ouvrière française et de ses aspirations dans la logique de la Révolution française. La clandestine tenait à la fois des précautions en « régime bourgeois » et des stratégies mondialistes de la Révolution russe. Cette dualité leur créa un problème dont ils ne parvinrent jamais à se débarrasser. Ce fut particulièrement le cas au début de la guerre. Le pacte Ribbentrop-Molotov les a plongés dans une ambiguïté grave : à la fois alliés objectifs d'Hitler mais, pour la plupart aussi, patriotes. L'ensemble du Parti a semblé retrouver son unité quand l'Allemagne a envahi l'URSS, en 1941.

- Étiez-vous conscient de cette ambiguïté à l'époque ?

Oui. Nous l'avons sentie à l'occasion des actions de résistance et, surtout, des discussions qui s'organisaient autour d'elles. Nous n'avions pas les mêmes objectifs de combat. Eux voulaient la libération puis, profitant de cette transition révolutionnaire, la prise de pouvoir pour instaurer la dictature du prolétariat. Mais les yeux se sont vraiment ouverts à la suite d'un événement qui a profondément bouleversé la communauté universitaire fin 1943 : l'assassinat du Doyen Gosse. Unanimement respecté et populaire, homme de gauche, et devenu un chef très important de la Résistance, il avait dirigé l'Institut électrotechnique de Grenoble. D'autres comme lui ont subi, ce jour-là, le même sort. Mais aucun communiste. Nous avons été plusieurs à chercher à comprendre. Cela me touchait de près, d'autant que mon père avait été interpellé à son bureau par les services spéciaux nazis qui menaient cette opération. Son sang froid et une hésitation sur son identité lui ont sauvé la vie. Ces messieurs quittaient la ville le lendemain. Ils avaient un agenda à remplir ailleurs. Une rumeur s'est alors répandue. Des « dénonciations orientées » pour ainsi éliminer des éléments non communistes de la Résistance qui auraient pu gêner, par leur comportement courageux contre l'occupant et leur autorité politique et morale, la stratégie de prise du pouvoir. Vraie ou fausse, l'hypothèse a créé une

méfiance prudente à l'égard de ces compagnons de combat. Lorsque, président international du Mouvement européen de 1978 à 1981, j'ai fait entrer l'Espagne dans nos rangs, j'ai eu une longue conversation avec Santiago Carrillo, chef du Parti communiste espagnol (PCE). Il m'a expliqué que son opposition à la création de l'eurocommunisme soutenue par Marchais venait de sa méfiance à l'égard des camarades français. Ils avaient dénoncé à la Gestapo des communistes espagnols réfugiés dans le Sud-ouest parce qu'ils refusaient d'être intégrés dans le Parti communiste français (PCF) clandestin d'alors.

- Est-ce que ces événements ont eu une influence sur vos activités clandestines ?

Oui, je vous l'ai dit, méfiance à l'égard de camarades de combat. Mais, en 1943, je passais à des activités plus intellectuelles et politiques. Pour tous, ce fut l'année charnière. On nous avait fait croire que le débarquement aurait lieu très prochainement. Les communistes relayaient l'impatience de Staline qui demandait l'ouverture d'un deuxième front pour soulager l'armée soviétique. Des convergences s'organisaient pour la Libération qui, finalement, n'eut lieu qu'un an après. Il devenait urgent de maintenir le moral des maquis peuplés de réfractaires au Service du travail obligatoire (STO) et de résistants. D'où l'appel aux étudiants chargés d'expliquer « pourquoi nous combattons ». Nous sentions des différences de plus en plus nettes quand nous devions parler des « lendemains qui chantent ». C'est alors que j'ai commencé à parler d'Europe. J'en avais discuté avec mes amis de l'université. Mon père continuait à m'entretenir de son rêve d'avant et d'après la Première Guerre mondiale. Cette « boucherie » de 2000 morts par jour avait exacerbé sa volonté et celles de ses camarades pour que ce soit la « der des der ». Ils avaient cru au rêve fugace d'Aristide Briand, de Gustav Stresemann. J'avais choisi d'expliquer ce que pourrait être le monde d'après-guerre, la réconciliation entre les peuples. Il vous étonnera peut-être d'apprendre que ceci était bien accueilli malgré une situation sur le terrain d'une cruauté animale. Une profonde révolution psychologique commençait déjà.

- Sous quelle forme ?

Un livre très court a eu une influence magique sur moi, *Le Silence de la mer* de Vercors, publié par les Éditions de Minuit clandestines. J'en découvrais l'existence en entendant sur la BBC l'émission de la France Libre « Les Français parlent aux Français ». Quelque temps après, mon ami Auguste Anglés, l'auteur de la thèse célèbre sur l'origine de la *Nouvelle Revue Française* (NRF), m'en donnait un exemplaire qu'il avait reçu de Jean Prévost, l'écrivain et héros du Vercors. J'ai lu ce texte puissant et dépouillé à des dizaines de groupes. Finalement, je le savais par cœur ! Il raconte la vaine et intense recherche d'un dialogue entre un officier allemand, admirateur sincère de la culture française, et une jeune fille qui reste silencieuse parce qu'il est l'occupant.

- Quelles réactions avez-vous rencontré dans les circonstances du moment ?

Seuls les communistes suggéraient que cette œuvre avait été écrite par la propagande nazie. En revanche, ce récit provoquait des réflexions très attentives et graves chez l'immense majorité de mes auditeurs. Il fallait sortir de cette alternance perpétuelle de victoires et de revanches. Tous nos pères rescapés de 1914-1918 nous l'avaient répété, comme les mouvements d'anciens combattants de part et d'autre, dégoûtés de voir les profiteurs de guerre s'enrichir. Le traité de Versailles avait peut-être été une erreur. Il ne donnait pas sa chance à la République de Weimar. J'ai entendu plus tard des amis juifs allemands qui m'ont même dit que leurs pères auraient voté Hitler s'il n'avait pas été antisémite ! J'ai eu l'occasion de le rappeler devant la Trilatérale, quand on n'a pas su ou voulu traiter l'URSS après la chute du mur de Berlin avec l'intelligence et la considération qui s'imposaient. Briand est resté mal vu dans la politique française ! Entre les deux guerres, nombreux ont été ceux qui étaient favorables au rapprochement franco-allemand, comme Otto Abetz, et puis Ernst Jünger auquel Mitterrand, président de la République, rendit visite avec respect. Les bonnes idées ne se suffisent pas à elles-mêmes, il leur faut les circonstances. Oui, elles n'existaient pas encore quand je faisais mes lectures. Mais le *Silence de la mer*, né de l'action et de la légitimité clandestines, a créé, à travers une histoire romantique impossible, un début de climat pour les jours où les enchaînements de la malédiction historique et psychologique pourraient cesser sans se trahir soi-même. Mon exemplaire a disparu quand mon père a été arrêté par la Gestapo. Je ne me souviens plus comment. Peut-être mêlé à certaines archives qui ont été cachées dans deux cercueils par le directeur du cimetière de Grenoble. Il est mort avant la Libération, on ne savait donc plus comment les retrouver² !

- De quel avenir rêviez-vous alors ?

Je songeais au théâtre et à l'écriture plus qu'à la politique. Mais j'appartenais à une génération où les conditions de la guerre, si totales, si absolues, nous engageaient irrésistiblement au-delà de nous-mêmes. Quels qu'aient été nos choix personnels, difficile de ne pas se mettre au service des « lendemains qui chantent ». Écrire ou agir...

Quand on fréquente chaque jour la mort, la déportation, l'emprisonnement, la torture, on ne pense qu'aux lendemains à construire. Nous avons besoin de cohérence historique. Pour y répondre, trois grandes tendances se présentaient à nous.

La tendance communiste dominante. Elle nous offrait une cohérence pour déchiffrer le passé et, munis de ces outils, pour militer en faveur d'« un monde meilleur ». Son lien soviétique en limitait l'influence.

² [Les papiers de Jean Berthoin, donnés à la Fondation nationale des sciences politiques](#) en 1975, ont été déposés aux Archives départementales de l'Isère en 1986.

L'autre, gaulliste, exprimait la cohérence et la continuité historiques de notre vieille nation à la fois monarchique et républicaine. Libération et la Rénovation nationale seraient le même combat. Elle se trouvait dans une situation incestueuse vis-à-vis du maréchal Pétain qui reçut les pleins pouvoirs de la Chambre du Front Populaire pour incarner, après la défaite absolue de 1940, le sursaut patriotique et la rénovation nationale. De cette époque datent les débuts de la « Révolution nationale » qui s'est prolongée sous d'autres noms depuis. L'École des cadres d'Uriage fut créée pour former les hommes de ce renouveau. On y trouvait des gens remarquables qui jouèrent des rôles importants après la guerre, comme Hubert Beuve-Méry, Dumazedier, Cacères, Paul Delouvrier. L'ENA ou *Le Monde* en sont issus. Certes, l'histoire a opposé farouchement gaullisme et pétainisme. Mais, ils sont nés des mêmes événements tragiques et ont puisé certaines de leurs réponses aux mêmes sources intellectuelles. Seul le génie politique du général de Gaulle lui a permis, en les dépassant, de gagner le respect et la reconnaissance de la nation.

D'où, pour un survivant de cette génération, une gêne devant certains discours d'aujourd'hui sur l'identité nationale, le libéralisme, les Anglo-saxons, qui nous évoquent parfois ceux entendus alors. C'est le signal des grandes angoisses ou des incertitudes collectives qui remettent en question l'identité nationale au lieu de la sauver du danger que l'on veut conjurer.

Si chaque pays européen, comme en 1945 pour l'Allemagne, a vécu son année zéro, c'est la troisième tendance qui devait apporter la novation salvatrice pour tous. Mais, à l'époque, elle restait minoritaire. Il n'était pas trop tôt pour en rêver. Elle reprenait le rêve multiséculaire de la paix en Europe au travers de son unité. Elle cherchait une synthèse difficile entre capitalisme et socialisme, entre souveraineté nationale et internationalisme, entre guerre et paix. Ce fut la « troisième force » en politique. Elle s'exprimait déjà dans les camps de prisonniers, de déportés, dans les mouvements de Résistance en France et ailleurs, comme en Italie avec Altiero Spinelli, emprisonné par Mussolini. Des intellectuels cherchaient à retrouver les espoirs de Briand. En Suisse, un écrivain comme Denis de Rougemont. À Alger, en 1943, Jean Monnet qui avait convaincu Roosevelt d'abandonner le général Giraud pour soutenir le général de Gaulle, rédigeait en tant que membre du Gouvernement provisoire une note sur l'après-guerre qui annonçait ce que serait son action européenne. Nous ne savions rien de ces bouillonnements d'idées et de ces projets européens. Nous cherchions, mais dans cette direction.

À vingt ans, ces trois tendances cherchaient à séduire notre idéalisme. Chacun écoutait, étudiait, réfléchissait et, finalement, s'engageait. Je les ai très bien connues toutes les trois et vues à l'épreuve de l'Occupation et de la Libération. Mais déjà, en pleine guerre, j'avais fait mon choix, États-Unis d'Europe et *New Deal* à la Roosevelt. En partant pour les États-Unis d'Amérique, j'allais, comme beaucoup d'émigrés qui s'y rendaient, découvrir que mon utopie d'adolescence pouvait être réalisée. J'allais trouver l'éclatante confirmation d'une cohérence historique à construire.

- En quoi votre expérience américaine vous a-t-elle influencé ?

J'ai découvert ce que pouvait être une Union d'États et ce, dans un endroit exceptionnel. Harvard, lieu d'excellence, de liberté et de tradition anglaise influencé par l'université allemande au XIX^e siècle. Toutes les nationalités s'y rencontraient. Celles qui n'avaient cessé de se combattre sur notre continent vivaient et travaillaient ensemble sous un même drapeau et avec une même monnaie. Je voyais sous mes yeux, dans les faits quotidiens et les recherches intellectuelles, vivre l'utopie européenne. De plus, je découvrais la richesse des dialogues avec les professeurs que le système et son ouverture traditionnelle permettaient, à la différence de ce qui prévalait en France à l'époque. Cette véritable maïeutique universitaire était la chance de ces centres de savoir altruistes. J'étais tenté de répondre affirmativement aux offres de *jobs*. Mais j'ai décidé de rentrer en pensant que la bataille et le sens de ma vie seraient en Europe. Europe, la nouvelle frontière ! Nous allions rapatrier chez nous le rêve européen qui n'avait pu se réaliser jusqu'à présent.

- C'est alors que vous avez commencé votre carrière, en 1948, au cabinet de Maurice Petsche³.

Oui, pendant deux ans. J'ai pu ainsi acquérir une expérience directe des rouages essentiels de la réalité française et de toutes les techniques de pouvoir là où il s'exerçait alors le mieux, au ministère des Finances et dans les deux Chambres du Parlement. En plus (le hasard), j'allais acquérir une réputation de négociateur des causes impossibles lorsque Petsche m'a chargé de régler la succession de Pierre Laval. Problème particulièrement explosif que le ministre voulait traiter au niveau de son Cabinet et auquel bien peu voulaient être mêlés. J'avais l'avantage d'être aisément sacrificable, le cas échéant. Tout était bloqué. Madame Laval, qui ne pouvait oublier la condamnation de son mari et les conditions dans lesquelles il fut exécuté, refusait le moindre contact avec quelque autorité officielle que ce soit. Son gendre, René de Chambrun, avocat français et américain comme descendant de Lafayette, me fit une visite pour tâter le terrain. Je revenais d'Amérique, nous nous sommes donc entendus très vite sur la manière d'aborder les questions difficiles. On traiterait le problème de façon objective et non de façon subjective. Laval étant marié sous le régime de la communauté, l'État se trouvait en indivision avec sa veuve. Sans lancer d'ultimatum, j'expliquais pourquoi nos revendications n'étaient, techniquement et politiquement pas négociables. Nous traiterions dans le respect et la dignité des deux parties. Chambrun a compris que je ne cherchais pas à humilier Madame Laval. Je voulais seulement résoudre en commun le problème que nous partagions, elle et nous. Il l'en a convaincue. Le climat fut donc complètement changé. Madame Laval est venue avec un impressionnant courage signer dans mon bureau. Il n'y eut aucune polémique dans la presse ou à l'Assemblée nationale, et même Arthur Ramette, élu communiste du Nord, a félicité Petsche. Cela m'a donné une réputation qui ne correspondait ni à mon âge ni à l'importance de mes fonctions.

³ Maurice Petsche fut secrétaire d'État aux Finances du 26 juillet au 5 septembre 1948 et du 12 septembre 1948 au 12 janvier 1949 avant d'être ministre des Finances du 12 janvier 1949 au 11 août 1951.

- Pendant la guerre, connaissiez-vous les déclarations sur l'Europe émanant de la Résistance, où les avez-vous découvertes ensuite ?

Non, je ne les connaissais pas. Mais, comme je vous l'ai indiqué tout à l'heure, c'est par le climat familial et mes discussions innombrables que j'ai fait mes choix personnels. Dans les situations de dictature ou de grandes misères, ce cheminement secret, intimiste, marque une vie sans référence nécessaire à des déclarations. J'ai connu beaucoup d'êtres au destin exceptionnel et j'ai découvert que leurs orientations décisives furent prises ainsi. Les multiples dialogues politiques d'après-guerre m'ont abondamment informé, et en particulier avec Henri Frenay dont j'ai appris qu'il avait été le chef du mouvement auquel je participais et ensuite président des fédéralistes.

- Etiez-vous alors attiré par les théories fédéralistes ?

Oui, à travers Frenay d'abord, Jouvenel ensuite. Je les connaissais de façon théorique par mes études et lectures universitaires mais je n'avais rien approfondi. Après la guerre, mon père m'avait offert *Du Pouvoir*, œuvre magistrale de Bertrand de Jouvenel. J'ai fait sa connaissance quand il est venu voir Monnet à Luxembourg. Aux débuts de la CECA, tout le monde se ruait pour voir Monnet. Il faisait attendre longtemps des gens qui n'en avaient pas l'habitude. Il fallait les aider à patienter ! Ainsi, ce qui aurait été impensable ailleurs, je passai des heures avec Jouvenel dans un échange fascinant qui fut suivi d'autres quand j'allais à Paris. Contraste : j'ai dû tenter d'apaiser, pendant une demi-journée, Paul Reynaud, sans les mêmes résultats... Il fut grinçant et furieux. Son orgueil abîmait ses talents.

Jouvenel m'expliquait qu'il y avait autant de fédéralistes que de fédérations. Chacune résultait d'un équilibre compliqué entre forces centripètes et centrifuges. Il fallait bien comprendre, de manière pragmatique, les forces respectives de ces deux composantes pour savoir quel lien fédératif serait possible. Comme l'a dit un jour Walter Hallstein, ensuite, on lui trouvera bien un nom. Beaucoup des militants qui ont voulu l'Europe fédérale avaient en tête des conceptions différentes et idéalistes. Certains, notamment en France, en avaient une conception jacobine. On ne comprenait pas que, dans le modèle américain, les États et Washington se livraient une lutte dure et constante. S'il n'y avait pas eu 1929, il n'y aurait pas eu ce fédéralisme renforcé. Les *Federalist Papers* étaient utiles pour une inspiration intellectuelle, mais pas pour une action concrète dans la complexité européenne.

- Est-ce que Jean Monnet était fédéraliste ?

La plupart des fédéralistes répondront « non ». Je répondrais « oui » avec prudence car il ne correspondait à aucune catégorie prédéfinie. Ce fut notre chance. Grâce à son action têtue, et après une série de tâtonnements, nous avons créé une nouvelle formule de rapprochement entre États souverains, un type nouveau de fédéralisme qui n'avait rien à voir avec ce que préconisait, par exemple, Alexandre Marc et son fédéralisme intégral. Monnet n'a rien inventé, mais, tout comme Christophe Colomb

qui, voulant aller vers l'Inde, tomba sur Cuba, il a découvert l'essentiel, ce qu'on appelle aujourd'hui la méthode communautaire : des institutions et une dynamique. Il a réussi à créer des institutions qu'il jugeait fondamentales pour inscrire dans la durée et dans le droit les impulsions généreuses d'un temps. J'ai eu le privilège d'être de ceux qui les établirent en quelques semaines, fin 1952 et début 1953. Elles se sont développées selon une technique quasi automatique de déséquilibres constructeurs. Chaque avancée plaçait les gouvernements devant un choix de plus en plus contraignant : soit aller de l'avant pour éliminer le déséquilibre, soit revenir en arrière en payant un prix de plus en plus fort au fur et à mesure qu'on avançait. On avait choisi le charbon et l'acier pour de multiples et bonnes raisons. Mais on a vite reconnu qu'on ne pouvait pas traiter le charbon en ignorant le pétrole ou le nucléaire. D'où la poussée vers un marché commun de l'énergie et Euratom. De même avec le Marché Commun. Pour fonctionner, il fallait éviter les dévaluations compétitives, d'où la nécessité de l'euro. Les défis écologique, financier ou migratoire placeront chacun devant ce dilemme. Les compétences européennes de plus en plus fondamentales à envisager posent le problème de la gestion et du contrôle politiques, d'où l'implication croissante des chefs des exécutifs nationaux et le rôle accru de la Commission et du Parlement européen. D'où Lisbonne. Cette succession de déséquilibres créateurs ne cesse d'amener les gouvernements à aller au-delà de ce qu'ils auraient souhaité ou accepté si l'on avait proposé d'emblée une structure fédéraliste sortie intacte des textes fondateurs. Ce processus continuera longtemps. Le grand fédéraliste Altiero Spinelli n'était pas d'accord avec Monnet sur ce point capital. Lorsque j'étais président international du Mouvement Européen, j'ai eu un différend de méthode et non de fond avec lui. Il m'annonça qu'il allait créer un club, qui s'appela le « Crocodile⁴ », avec l'ambition d'amener le Parlement européen à rédiger une Constitution. Je lui suggérais d'attendre le résultat de mes démarches auprès des chefs des exécutifs. Tous ceux que j'avais vus en tête-à-tête, même le Britannique Callaghan, étaient d'accord pour charger le Parlement nouvellement élu de rédiger un projet de Constitution comme cela avait été fait, avec succès, dès les débuts de la CECA en créant l'Assemblée *ad hoc*. Nous en étions encore au stade des conversations très secrètes, et non des décisions publiques qui devaient être prises lors d'un sommet des chefs d'exécutifs. Spinelli, en splendide révolutionnaire romantique, rêvait de « la Constituante ». Mais je lui faisais remarquer qu'il n'y avait pas le soutien du peuple de Paris à Strasbourg. Il a réussi à faire que le Parlement européen se saisisse de la chose mais, cette fois, c'était sans mandat des États. Et pour cela, nous avons tous les deux échoué. Il aura fallu attendre 25 ans pour aboutir où lui et moi voulions aller, et ce avec de dangereuses ambiguïtés qui n'existaient pas alors.

Aujourd'hui, l'Europe fonctionne selon une formule originale, souple, désordonnée qu'on ne peut appeler ni fédéraliste ni confédéraliste. Elle n'a pas encore de nom définitif car chacun sait qu'elle n'a pas encore atteint sa maturité. C'est bien pour cela qu'elle intéresse maintenant sur le plan mondial. Elle est un laboratoire où l'on tente

⁴ Spinelli fonda en 1980 le club du Crocodile, du nom du restaurant strasbourgeois où il réunissait d'autres eurodéputés de tendance fédéraliste.

avec succès de concilier deux inconciliables : la souveraineté nationale et la gestion des intérêts et défis communs. Une toute nouvelle forme de fédéralisme, en somme, qui se cherche et dont le monde a de plus en plus besoin.

- Vous avez connu Jean Monnet grâce à Robert Schuman ?

Non. Je ne l'ai rencontré qu'une fois lors d'un déjeuner aux Finances. Puis, la deuxième fois, début 1952, lorsque je suis allé le voir directement pour lui demander de travailler avec lui. Schuman n'intervenait jamais, même pour ses plus proches collaborateurs.

Cette première fois m'a permis de comprendre sur le moment, et mieux par la suite, combien Monnet était un fin politique. La « rue de Rivoli » voyait en Jean Monnet une sorte d'ennemi, disons plutôt de concurrent. Les Finances, à l'époque, se considéraient, avec raison, comme le premier des ministères. Mais en face, il y avait Monnet, Haut-commissaire au Plan. À ce titre, il n'était pas ministre, et donc ne « tombait » pas tous les six mois. Il n'était pas non plus soumis aux contraintes hiérarchiques des fonctionnaires. Il avait la durée et la liberté dont ni le ministre ni le fonctionnaire ne pouvaient bénéficier. De plus, le Plan Monnet donnait son avis pour débloquent les contre-valeurs du Plan Marshall. Monnet était à lui seul un pouvoir indépendant. Il l'utilisait pour introduire dans les variables de la politique le long terme et l'intérêt général. Aujourd'hui, je vois dans cette fonction taillée sur mesure une sorte d'ancêtre de la Commission de Bruxelles.

J'ai été frappé aussi, au cours de ce déjeuner, par son charisme en petit comité alors qu'il n'en avait aucun en public. Comme Petsche, Jean Guyot, Tixier, Montrémy et d'autres qui y assistaient, j'avais été « mesmérisé », autrement dit, magnétisé. Contraste étonnant avec la simplicité de son allure. J'entends encore Antoine Pinay disant à un collaborateur chargé d'accueillir Monnet à la gare: « Vous le reconnaîtrez, il ressemble à tout le monde ».

J'étais encore aux Finances quand, le 9 mai 1950, Schuman a fait sa fameuse déclaration d'où tout est né. Comme en témoignèrent les titres sur cinq colonnes à la une des journaux, c'était sérieux. Après les innombrables colloques et discours sur l'Europe, enfin une proposition concrète.

- Vous ne connaissiez donc pas Robert Schuman à cette époque ?

Non, je ne le connaissais pas. Mais je savais, comme tout le monde, son importance politique. Je l'avais entendu à la Chambre, solide comme un roc, résister avec son doux accent germanique aux assauts de ses adversaires comme aux éloges de ses partisans.

Jamais je ne pouvais penser que je serais mis sur sa route. Le hasard, à nouveau. J'allais devenir directeur du cabinet d'André-Louis Dubois qui devait être nommé préfet à Nice. Au dernier moment, le ministre des Affaires étrangères, Robert Schuman, nomma Louis Périllier, alors préfet de la Moselle, son département, comme Résident général en Tunisie pour conduire ce pays vers l'indépendance. Il fallait d'urgence trouver un grand préfet pour Metz. C'est Dubois qui a été choisi. On

se préparait pour Nice, on se retrouvait à Metz, ce qui, à l'époque, ne parut pas très drôle aux deux méditerranéens que nous étions. Nous nous trompions totalement, ce fut passionnant et tellement constructif. J'avais 25 ans, mon prédécesseur en avait 44 ! Cela n'a pas été très bien accueilli ; « Trop jeune ! » J'ai dû sans concessions faire mes preuves. Outre la responsabilité départementale, le préfet de la Moselle était Inspecteur général de l'Administration en mission extraordinaire (IGAME) pour les neuf départements de l'Alsace, la Lorraine et la Champagne. Son directeur de cabinet partageait à son niveau ses compétences. Ce fut une initiation extraordinaire et variée à toutes les situations nationales et internationales.

Un autre hasard m'a placé encore plus près de Schuman.

Vincent Auriol, président de la République, pourtant hostile au Plan Schuman, a reçu Dubois pour lui donner une instruction secrète que j'ai rendue publique dans les *Annales de l'Est* publiées à Nancy, en 2000 : « D'après les renseignements que j'ai, Schuman sera battu aux élections de 51. Les Wendel, le Rassemblement du peuple français (RPF) et les communistes feront tout pour cela. On ne peut mettre en cause la politique étrangère de la France à cause d'une conjoncture électorale locale. Faites pour le mieux ». Dubois me confia toute l'opération dont personne, sauf Schuman et ses collaborateurs Metzdorf et Beyer, n'était par ailleurs informé. C'est ainsi que je voyais Schuman chaque fois qu'il venait en Moselle, soit chez lui à Scy-Chazelles, soit quand il passait discrètement par mon bureau. Nous avons eu aussi les conversations les plus diverses, de la foi religieuse à l'Indochine en passant par André Gide dont il annotait les ouvrages. C'était un homme sans la moindre arrogance, sans cesse de plain pied avec son interlocuteur, rayonnant de spiritualité, de profondeur humaine, de bonté naturelle, de précision intellectuelle et d'un humour très subtil. Un vrai grand homme d'État. C'est en se servant de la loi anti-démocratique sur les apparentements que les opposants à Schuman espéraient l'abattre. Ils ne pouvaient soupçonner que, comme au judo, nous l'utiliserions pour le faire gagner. Schuman fut réélu en 1951, mais d'extrême justesse.

- Et quelle fut votre deuxième rencontre avec Jean Monnet ?

Quand le processus de ratification du Plan Schuman a été terminé, je suis allé le voir au Plan, rue de Martignac. Il me reçut rapidement, me laissant à peine le temps de lui dire que je voulais travailler à ses côtés pour les États-Unis d'Europe plutôt que rester dans la carrière préfectorale. Et que je croyais en son initiative. Et que je l'avais défendue sur le terrain en Moselle pour aider Schuman à être réélu. Il m'a dit : « Bon. Parlez-vous allemand ? » ; « Non » ; « Eh bien il faudra l'apprendre, j'ai besoin de quelqu'un qui parle allemand ». Je promis de l'étudier. Cette condition qu'il mettait indiquait indirectement qu'il me prendrait. Je n'en étais pas outre mesure étonné. Je reconnaissais là le premier réflexe américain qui est de répondre « oui » quand quelqu'un propose plutôt que « non », comme c'est le cas chez nous. Quelques semaines après avoir pris ses renseignements, notamment auprès de Pierre Dreyfus alors président des Houillères de Lorraine, il me fit savoir qu'il m'attendait à Luxembourg en août pour les débuts de la CECA. Mais on n'est pas détaché de la

Préfecturale comme cela. Je n'ai donc pu me mettre en route vers Luxembourg qu'à la fin de novembre 1952.

- Et qu'avez-vous trouvé ?

Le chaos, le chaos d'où allait naître un ordre. Nous savions que nous étions en train de changer l'histoire. Un sentiment que nous partagions tous avec la même intensité et qui n'a jamais quitté les équipes du début. La foi et la solidarité d'une aventure dont nous serions les acteurs sous la direction d'un homme déterminé, largement notre aîné – Monnet avait 65 ans. Comme je vous l'ai dit, en peu de semaines, notre petite équipe de quelques douzaines de personnes a mis sur pied, à l'état embryonnaire, toutes les institutions qui existent encore aujourd'hui.

Au début, j'ai organisé un dîner avec tous les chefs de cabinet et quelques autres pour établir une confiance personnelle et professionnelle nécessaire entre nous. J'ai demandé à chacun de raconter ce qu'il avait vécu de 1939 à 1945. L'un avait été aide de camp du maréchal Von Paulus, envoyé auprès d'Hitler personnellement pour expliquer la reddition de Stalingrad. L'autre, réfugié en Angleterre, avait combattu dans l'armée des Indes contre les Japonais. Un autre était dans la Résistance anti-fasciste. Un autre dans un camp de déportés. Je parlais aussi de mes expériences. Alors, oublier ? Pardoner ? Je pensais que les deux n'étaient pas possibles. Le passé ? Immuable, mais l'avenir ? Il serait ce qu'on en ferait. Nous avions la chance de travailler juste là où cela se produirait. Un proverbe africain dit : « Fais-leur construire une tour et ils deviendront frères ». C'est ce que nous sommes devenus sans nous forcer, des frères. Aujourd'hui, dans les institutions et les procédures lourdes et compliquées, on me dit que c'est différent. C'est la rançon inévitable du succès. De la poésie romantique au clair de lune, on passe à la déclaration du foyer fiscal qu'on a formé.

- Vous avez gardé des contacts avec tous ces hommes ?

Bien sûr, nous étions des « camarades de Paix », comme d'autres furent des « camarades de Guerre ». Mais les rangs se sont éclaircis : Michel Gaudet est mort à 88 ans⁵, l'Allemand Wilfried Behr il y a quelques semaines à 89 ans... Quelques uns, une petite dizaine – comme Max Kohnstamm, Jacques-René Rabier, tous deux âgés de plus de 90 ans⁶ –, restent encore pour se souvenir et témoigner. Ce que je fais maintenant grâce à vous car ce pourra être encore utile quand on sentira à nouveau le besoin d'un retour aux sources.

- Jean Monnet était-il un meneur d'hommes ?

⁵ Michel Gaudet (1915-2003), maître des requêtes au Conseil d'État, fut appelé en 1952 auprès de Jean Monnet comme conseiller juridique de la CECA.

⁶ Anne Dulphy et Christine Manigand, « Entretien avec Jacques-René Rabier », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, N°7, janvier-avril 2009, www.histoire-politique.fr.

Non, c'était un mélangeur d'hommes. On ne savait jamais avec certitude de quoi on était chargé ni si l'on était le seul ou plusieurs. Un qui-vive permanent, désespérant et enthousiasmant. Nous quittions nos préjugés nationaux et, tout en conservant nos cultures, nous devenions ainsi « nouveaux ». La destruction créatrice de Schumpeter appliquée à la personnalité ! Le moment des *managers*, nécessaire, n'était pas encore venu.

Le Grand Duché de Luxembourg dormait sous la protection du puissant groupe sidérurgique, l'Arbed. Notre arrivée a étonné, perturbé et, finalement, réveillé un petit peuple sérieux et imaginatif. À notre époque, les bureaux ne fermaient pas. Je les quittais parfois à trois ou quatre heures du matin ! Pour les habitants de la ville, nous étions « la maison des fous »... Mais ces fous n'étaient pas isolés du monde, au contraire. Les puissants de ce monde venaient jusqu'à nous. Ils sentaient que quelque chose de nouveau et d'important commençait son cours. Le fait d'être dans cette ville, loin des grandes capitales, ne pouvait attirer leur curiosité ailleurs. À la réflexion, ce fut un avantage que Monnet a su utiliser brillamment. Pour notre équipe, comme pour nos visiteurs, de Foster Dulles à Paul Reynaud, il n'y avait rien d'autre à faire que l'Europe !

Un épisode illustre la situation dans laquelle nous nous trouvions : nous devions mettre en place le « prélèvement », premier véritable impôt européen assis sur le charbon et l'acier. Il fallait une publicité légale, et donc créer un journal officiel qui est aujourd'hui celui de l'Union Européenne. Monnet nous a dit, le 23 décembre 1952 : « Il faut un journal officiel ». En quelques heures, ce fut fait avec la seule imprimerie disponible, celle de l'évêché. Le jour de Noël, le journal était prêt. Les avions-taxis que nous avions loués pour réunir en urgence les directeurs des journaux officiels nationaux servirent à livrer notre nouveau *Journal Officiel de la Communauté Européenne* dans les mairies des villes principales des cinq autres pays. On a attendu. Les industriels du charbon et d'acier ont payé ! L'autorité des institutions que nous étions en train d'établir était reconnue !

- Ce chaos a duré longtemps ?

L'ère de la mise en ordre administrative et des organigrammes à l'allemande a vraiment commencé lorsque Walter Hallstein est devenu président de la Commission de Bruxelles⁷. Mais il existait des similitudes entre les débuts institutionnels de Luxembourg et ceux de Bruxelles grâce aux hommes qui furent transférés avec leur enthousiasme chaotique, d'une ville à l'autre.

Monnet fut un peu décontenancé. Il restait un pionnier à l'américaine, le fameux « *frontier spirit* » fait d'improvisation créatrice, de ténacité devant l'inconnu, avec l'élan de l'initiative privée pour laquelle rien n'était impossible. Le « *Yes we can* » d'Obama.

Nombre d'Allemands comme Hallstein sortaient des camps de prisonniers en Amérique où ils avaient appris cet esprit pionnier et l'art de la démocratie dynamique. Les Néerlandais les possédaient naturellement. Quant aux Belges, malgré

⁷ Il le fut de 1958 à 1967.

leurs crises linguistiques et royales, ils contribuaient avec efficacité grâce à l'inspiration et au talent d'orateur que possédait Paul-Henri Spaak. Monnet admirait ce talent. « Il est l'orateur dont a besoin l'Europe », répétait-il souvent. Du côté italien, le goût du renouvellement perpétuel faisait partie de l'instinct d'un peuple qui, dans son histoire millénaire, a connu et inspiré toutes les innovations sociales et artistiques. Et la Belle au bois dormant du Luxembourg se réveillait. Monnet ajoutait cet instinct à ses assises charentaise et américaine, grâce à la considérable influence de sa femme. Elle était italienne⁸. Elle lui expliquait à merveille ce qu'il ne « sentait » pas. Ce fut vraiment une réussite humaine entre les deux. Je considère qu'on ne comprendrait pas Monnet si on oubliait Silvia.

- Quel fut le rôle de Robert Schuman ?

Déterminant. Si Georges Bidault, président du Conseil, avait pris la peine de lire le projet de déclaration que Monnet lui avait également envoyé, rien de sérieux ne se serait produit, de même que si le ministre des Affaires étrangères avait été le maire de Toulouse. Schuman était Lorrain. Il connaissait les cultures française et germanique de l'intérieur. Il savait ce qu'elles avaient de compatible et d'incompatible. Il en devinait les synthèses possibles. Il avait vécu les drames humains, économiques et politiques des régions frontières toujours incertaines et disputées. Il a compris d'emblée, dans la proposition Monnet, qu'elle allait libérer d'une malédiction historique ces territoires dont il venait et qui lui posaient de douloureux problèmes jusque-là insolubles. En outre, sa conception catholique, au sens étymologique, du devenir de l'Homme trouvait aussi les raisons d'utiliser à l'échelle du monde le pouvoir où le destin l'avait placé pour faire qu'un rêve, si souvent proposé à travers les siècles, devienne pacifiquement une réalité. Son approche humaine et psychologique a eu raison des prudences et des lourdeurs diplomatiques. Il a pris le risque. Il a gagné. Et le voici dans l'Histoire, la grande. Il y restera quand d'autres, un temps brillants, en seront éliminés.

En cela, il existait une complémentarité exemplaire avec le pragmatique Monnet qui ne comprenait pas la mentalité allemande. Or la clef de la réussite dépendait de cette compréhension. Monnet le savait. Cela explique le rôle important joué par le néerlandais Max Kohnstamm qui connaissait à merveille la langue et la culture allemandes. Comme je vous le disais il y a quelques instants, quand j'avais rendu visite à Monnet pour lui demander le privilège de travailler pour lui, j'avais promis d'apprendre l'allemand. J'ai honteusement échoué. Il m'avait pris avec lui, c'était trop tard !

- Quand Monnet quitte la Haute Autorité, vous partez à Londres représenter les instances communautaires ?

Pas tout de suite. René Mayer succède à Monnet et me propose de diriger son cabinet. Je décline, car j'avais déjà donné avec Monnet ! Malgré mon refus, des liens affectifs

⁸ Silvia de Bondini.

puissants se sont établis entre nous. Ils ont duré jusqu'à la fin de sa vie. L'une des raisons était que je devais avoir plus ou moins l'âge de son fils tué au combat en 1944. Je l'ai toujours vu porter des cravates noires.

- Le départ de Monnet a été un tournant. Comment l'avez-vous vécu ?

Tout est venu de la crise de la Communauté européenne de défense (CED) qui a failli mettre fin à notre version du rêve européen... Et à mes rapports avec Monnet. Mon père faisait partie du gouvernement de Pierre Mendès France avec lequel, en plus, il partageait une profonde amitié. Mendès chargeait mon père de l'intérim du Gouvernement quand il négociait à Genève. Monnet se méfiait fortement de la tiédeur européenne de Mendès. Il ne travaillait pas pour son maintien à la tête du Gouvernement. Il avait, disait-on, partie liée pour cela avec René Mayer qui avait le triple avantage d'être radical, juif et très européen. Monnet n'était pas sûr que je resterais discret avec mon père. Il se trompait lourdement, comme il le comprit plus tard. Donc, on considérait que je gênais. Par l'intermédiaire de Kohnstamm, secrétaire de la Haute Autorité de la CECA, il me fait demander ma démission. Je répondis que je la lui présenterais immédiatement s'il me la demandait lui-même, les yeux dans les yeux. Il ne l'a jamais fait. Je n'ai donc pas démissionné ni, bien sûr, abandonné la cause européenne.

La crise de la CED atteignit son paroxysme en juillet-août 1954. On avait ajouté de nombreuses annexes au traité, ce qui le rendait ingérable, inapplicable. J'avais dit à Monnet, sur la base des sondages parlementaires qui étaient tous négatifs, qu'il avait tort de dire à ses amis américains qu'il serait finalement ratifié en France. Nos partenaires l'avaient déjà fait, jusqu'aux Belges qui avaient dû changer leur Constitution. Mais, en France, toutes les autorités politiques et morales se prononçaient les unes après les autres contre, dans ces tourbillons « identitaires » dont nous avons le secret.

J'habitais quelques semaines rue de Grenelle à l'Éducation nationale avec mon père. Pour tenter quand même de sauver le traité de CED, je préparais des notes – retrouvées par Éric Roussel dans les archives de Pierre Mendès France – sur lesquelles mon père essayait d'avoir l'accord du général Koenig avant de les soumettre à Mendès. Koenig a dit, par la suite, qu'il avait regretté son hostilité à la CED. On était parvenu à un texte acceptable pour Monnet et les gaullistes. Mais, après des malentendus historiques qu'il serait trop long d'expliquer maintenant, l'Assemblée a décidé de ne pas discuter du traité. Mendès a laissé faire.

- Comment a réagi Monnet ?

Ce fut une triple défaite pour lui : une défaite de crédibilité vis-à-vis des Américains, une défaite vis-à-vis des Européens en général et une défaite vis-à-vis de ses collègues de la Haute Autorité. Depuis quelque temps, ils n'acceptaient plus son *leadership* absolu du début. Celui-ci avait été gravement atteint par une querelle importante déclenchée par Dirk Spierenburg sur les pouvoirs respectifs du président et des

membres de la Haute Autorité⁹. Monnet pensait avoir tous les pouvoirs exécutifs d'un président directeur général vis-à-vis de son Conseil d'administration. Le Néerlandais le voyait en chef de gouvernement entouré de ministres avec des compétences spécifiques dans des secteurs bien définis. La querelle fut très dure, Monnet a perdu cette bataille. Chacun eut son portefeuille. La solution de cette querelle eut une influence décisive sur le développement ultérieur des exécutifs européens. Monnet fut fortement atteint sur un plan personnel. Il était marginalisé. Après l'échec de la CED, beaucoup l'abandonnèrent : il a démissionné. Ses *Mémoires* ne mentionnent pas qu'il avait repris sa démission par une lettre dont il avait jeté dans sa corbeille à papier un brouillon. J'ai dit à Eric Westphal, son secrétaire, de garder ce papier déchiré. Il a fait une note à ce sujet qui figure dans les archives de la Fondation Monnet à Lausanne. Personne n'a répondu à Monnet. Edgar Faure était alors président du Conseil. Atmosphère lourde des « Adieux de Fontainebleau ». Un mélange de petites hontes et de grands chagrins. Il n'a tenu que grâce à sa femme. Nous nous sommes réconciliés pendant cette période dans des conditions émouvantes qui ont créé des liens affectifs qui n'avaient plus rien à voir avec les structures hiérarchiques et professionnelles. Elles durèrent jusqu'à sa mort en 1979. En nous quittant, il dit à tous : « Vous restez là, je fais une sortie ». La tête de pont européenne, si minuscule et tellement fragile, a tenu. Ceci grâce au savoir faire et à la dimension du grand politique René Mayer et au génie de Jean Monnet qui créa le Comité d'action pour les États-Unis d'Europe. Ses membres n'y siégeaient pas à titre personnel, mais ils engageaient leurs organisations respectives. Tous les partis politiques, à l'exception des communistes et des gaullistes, en firent partie. Monnet avait un problème avec le Parti social-démocrate (SPD) allemand hostile à la CECA et, plus tard, aux traités de Rome contre lesquels beaucoup, même Helmut Schmidt, votèrent. Les partis allemands étaient divisés sur le problème de la réunification. Konrad Adenauer considérait que la Communauté européenne renforçait les chances de la réunification, tandis que d'autres, dans le SPD, estimaient que, plus on s'intégrait dans l'Ouest, moins il y avait de chance de réunifier l'Allemagne. C'est finalement la thèse d'Adenauer qui l'a emporté. Pour s'assurer l'appui de la gauche allemande, Monnet a pris avec lui les syndicats ouvriers – Force ouvrière (FO), Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC) – et, surtout, la *Deutscher Gewerkschaftsbund* (DGB) pour l'Allemagne : elle regroupait 5 millions d'adhérents et se plaçait dans la tradition de l'*American Federation of Labor-Congress of Industrial Organisations* (AFL-CIO) qui ne cherchait pas à renverser le capitalisme mais à le rendre plus social et responsable, notamment par la cogestion. L'influence de Monnet fut considérable parce que, quand il allait voir un gouvernement, il pouvait dire : « Votre parti appuie la résolution adoptée par mon Comité et votre opposition aussi »... Ce fut la technique du Conseil national de la Résistance en France, uni sur le premier objectif essentiel et divisé plus tard. Monnet a été un artisan incontestable de la relance. Il a désenclavé la question européenne. Mais il ne fut pas le seul. Messine a eu lieu sans lui. Il y eut alors un mélange

⁹ Dirk Spierenburg (Pays-Bas) a été membre de la Haute Autorité de la CECA d'août 1952 à juin 1955.

d'approche sectorielle pour l'énergie ou l'aviation et d'approche frontale avec le plan Beyen inspiré par le Benelux.

Monnet continuait dans la logique de la CECA et sut utiliser la crise de Suez pour redonner aux Français le goût de l'Europe quelques mois après le fiasco de la CED. Les voies de communication avec les sources d'énergie pétrolières devenaient vulnérables. Il fallait donc créer une communauté européenne de l'énergie nucléaire civile pour faire face en toute sécurité aux besoins. On ne parlait pratiquement pas du Marché commun. Mais pour le nucléaire – si ma mémoire ne me trahit pas, c'est à vérifier – Louis Armand, bien que non parlementaire, est venu, selon une procédure utilisée une seule fois auparavant pour Joffre, expliquer à la tribune de l'Assemblée l'urgence de créer ce qui devint... Euratom. Le Marché commun est passé plus tard dans la foulée !

- C'est le moment où vous partez pour Londres ?

René Mayer avait décidé un rapprochement technique avec Londres et, pour cela, de créer un bureau de liaison chargé du fonctionnement du Conseil d'association avec l'*Iron Steel Board* et le *Coal Board* que Monnet avait négocié avec le gouvernement britannique.

René Mayer me propose d'aller à Londres « parce que je parlais bien l'Anglais » ! J'acceptais car il me semblait que la question anglaise aurait une importance politique décisive, ce que les institutions communautaires mirent très longtemps à assimiler. L'une des conséquences de l'échec de la CED et du « sauvetage » offert par le plan Eden fut de faire entrer définitivement l'Angleterre dans le jeu européen. Une ambiguïté de taille qui plaçait dans un péril existentiel et la CECA isolée, fragilisée, et une incertaine relance européenne à l'état embryonnaire. Il fallait protéger la première et éviter que réussissent toutes les tentatives de déraillement de la deuxième. Et Dieu sait s'il y en eut de toutes sortes... Et de toutes parts. Mais le « *Blessed Plot* » admirablement décrit par le grand écrivain Hugo Young a triomphé. Cette nouvelle bataille d'Angleterre fut décisive pour l'Europe.

En outre, à Londres, je retrouverais aussi espace et liberté.

Kohnstamm avait été envoyé pour ouvrir le bureau. Il est resté peu de temps. Après lui, la Haute Autorité nomma Jonckheer van Vredenburgh qui était alors secrétaire général adjoint de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), comme chef de mission. Hasard heureux. Pour correspondre à son goût de grand seigneur, il a placé notre simple bureau de liaison au niveau d'une grande ambassade, du moins pour la résidence du chef de mission, ce qui fut fort utile plus tard. Les gens de Luxembourg n'ont pas osé s'opposer à son sens inné du prestige. Il a fait acheter, juste à côté du Palais de Kensington, le bail d'une somptueuse demeure qui avait été habitée par le metteur en scène anglo-hongrois, Sir Alexander Korda et est maintenant une résidence du sultan de Brunei.

Pour les bureaux, les choses furent plus modestes et pittoresques. J'avais trouvé, non loin de l'ambassade de France, un immeuble situé près d'un pied à terre de Lord Mountbatten. Alors s'est formée contre nous une coalition de voisins qui craignaient que nous déposions sur les trottoirs des sacs de charbon ou de ferraille ! Nous avons

pris un excellent avocat anglais qui a présenté une étude exhaustive du Traité de Paris et a offert toutes les garanties que nous n'étions pas commerçants en charbon et acier. Rien n'y a fait ! J'ai donc trouvé non loin de Belgrave Square, à un prix très raisonnable, un petit immeuble. La Haute Autorité a acheté le bail de longue durée mais nous avons dû accepter de laisser les prédécesseurs, spécialistes de cartes postales légères, occuper les sous sols pendant un an. Je n'en ai rien dit à Luxembourg, d'accord avec mon chef de mission qui a officiellement fermé les yeux. On ne voulait pas reprendre de recherches immobilières, il fallait se mettre au travail. Pendant un an, notre courrier européen se mêla à des demandes bien différentes venant de tout le *British Empire and Commonwealth* !

L'humour nous a sauvés. Nous en avons eu un autre exemple dans l'accord de transport négocié par le polytechnicien français Hutter entre la Suisse et la CECA. Il l'avait saupoudré de contrepèteries.

- En quoi consistait votre activité ?

Les problèmes du charbon et de l'acier, très techniques, étaient traités de part et d'autre par les experts qui voyageaient entre Luxembourg et Londres. D'un bureau de liaison dont l'utilité stricte pouvait être aisément contestée, nous avons fait une machine de plus en plus influente, sans jamais la moindre instruction sinon celles que nous nous donnions à nous-mêmes. Vredenburg se comportait en ambassadeur traditionnel et raffiné. Il ne se préoccupait pas de l'Europe à la Jean Monnet ni du fédéralisme. Il ne connaissait pas l'histoire de la CECA. Pour ma part, je décidais, avec son accord, d'être un prosélyte européen et donc de suivre et d'influencer le comportement des élites de Grande-Bretagne à notre égard pour faire face au double défi dont je vous parlais il y a un instant. C'est donc à moi qu'on s'adressait.

J'ai vu les premiers signes de l'évolution anglaise pendant la crise de Suez en allant à la Chambre des Communes. Quand j'étais avec Maurice Petsche, je fréquentais beaucoup l'Assemblée nationale et j'avais appris à sentir « le climat » parlementaire. Comme au théâtre, il y a quelque chose de physique, une atmosphère où le non-dit va influencer la perception, l'accueil de discours plus ou moins convenus. Au théâtre, Jouvot notait : « Ce soir le public n'a pas de talent ». Beaucoup plus représentative de l'humeur publique que notre Assemblée nationale, la Chambre des Communes est un théâtre où instinct et tradition dominent sur les règles écrites.

J'ai assisté à un changement d'atmosphère spectaculaire en pleine séance. Anthony Eden, Premier ministre, expliquait et défendait l'expédition de Suez. L'opposition travailliste, avec Bevan, l'approuvait. Pendant le débat, on apprend que les Américains et les Soviétiques s'opposaient conjointement. Bevan, immédiatement, retire son soutien. Intervient alors un mouvement physique révélateur. Quand le Premier ministre est en confiance, sûr de ses troupes, il s'adresse à l'opposition qui siège face à lui. Quand il commence à se retourner vers sa majorité située derrière lui, c'est le signe qu'il n'en n'est plus le chef incontesté et qu'il ne contrôle plus la situation. Ce que fit tout à coup Eden, instinctivement. Il savait qu'il était perdu.

Les débats à la Chambre des Communes créent l'atmosphère de Londres et des médias. Quelques jours après, eut lieu un grand dîner au Guildhall. On parlait

évidemment de Suez. Je vis de vieux Anglais avec des larmes dans les yeux. L'un d'entre eux me dit : « *This is the end of the British Empire and the American special Relationship, we must join Europe* ». C'était donc le début du début. L'artère cervicale de l'Empire allait passer sous contrôle égyptien et changer pour toujours la perception que les Britanniques auraient d'eux-mêmes. On répétait alors à l'envie la fameuse phrase de Dean Acheson qui devenait le cliché repris dans les discours et les éditoriaux : « *Lost an Empire, and has yet to find a rôle* ». C'était l'automne 1956. Pour les Britanniques, un balancement historique allait commencer pour trouver ce rôle entre deux rêves qui devenaient également puissants, l'américain et l'europpéen. Comme pour tant d'autres pays !

Si les relations entre Vredenburg et moi étaient excellentes, les malentendus s'accumulaient entre René Mayer et lui. René Mayer l'ignorait quand il venait à Londres. Et il me voyait seul. Donc, démission de Jonckheer van Vredenburg. J'ai assuré l'intérim comme chargé d'affaires pendant de nombreux mois. On m'a alors proposé d'être le premier « ambassadeur ». J'avais 31 ans, mon instinct et mon père m'ont conseillé de ne pas grandir trop vite, trop jeune. On a nommé ambassadeur van Kleffens. Il avait été ministre des Affaires étrangères de la Reine Wilhelmine à Londres pendant la guerre et, à ce titre, était profondément respecté des Anglais. Sa réputation de très éminent juriste international et son rôle comme ancien président de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies (ONU) ajoutaient à son prestige. Lui aussi avait pour Monnet une admiration modérée. Les militants européens, tous les milieux politiques avaient pris l'habitude de s'adresser à moi. Ils continuèrent. Parce que la Haute Autorité avait oublié de mettre un âge limite dans son contrat, van Kleffens est resté jusqu'à 73 ans. Ceci m'a permis de remplir de nombreuses missions dans la Communauté, aux États-Unis, en URSS, en Amérique latine, au Vatican, en Islande, etc. Le monde entier passait par Londres. J'ai donc pu m'initier à la politique mondiale et commencer à la pratiquer en Européen. Ce que je n'aurais jamais pu faire en ces temps-là à Bruxelles ou Luxembourg... Ou comme chef de mission.

- Vous deviez être en contact étroit avec les milieux europhiles qui se développaient alors ?

Oui, et aussi avec les milieux hostiles ! J'en ai même converti certains. J'ai amené à militer pour l'Europe bien des étudiants rencontrés au cours de mes conférences à Oxford, à Cambridge et dans tout le Royaume-Uni. Nombre de futurs *leaders* ont commencé leur carrière politique chez moi. Aujourd'hui, ils sont à la Chambre des Lords, ou disparus. Nous étions loin du Bureau de liaison. Une étroite coopération s'est instaurée avec ces milieux europhiles dans des conditions qui n'avaient rien à voir avec la moindre manipulation par une puissance étrangère. L'accusation aurait été facile de la part des europhobes. Il n'y en a pas eu parce que je les voyais régulièrement, et avais pu les convaincre que l'europhile ne trahissait pas son pays, au contraire, il le servait.

- Vous allez donc passer de nombreuses années à Londres où vous restez

de 1956 à 1973.

C'est exact, une longue marche ! Je suis arrivé en pleine crise de Suez, en 1956, qui marqua la fin de l'Empire, et reparti en 1973, alors que le Royaume était devenu membre de la Communauté.

- Vous y êtes au moment des deux candidatures de la Grande-Bretagne à l'adhésion au Marché commun. Comment avez-vous vécu ces périodes et les deux veto gaulliens ?

Il n'y a eu qu'un seul vrai *veto*¹⁰, l'autre était une non-réponse¹¹...

- ...Un « veto de velours »...

Si vous voulez. Le *veto* crée une crise, la non-réponse, une incertitude. Cette affaire reste très compliquée. En dehors du livre d'Hugo Young, l'histoire complète de cette négociation demeure à écrire car elle s'est déroulée sur des plans différents, économique, financier, historique, politique, psychanalytique... Et tant d'autres que l'on néglige. Il s'agissait du retour dans la famille européenne du pays qui avait créé et gouverné le plus grand empire de l'histoire humaine. Je ne suis pas sûr que l'on ait bien compris cela à Paris où, pour en être resté à la guerre de Cent ans, Jeanne d'Arc et Waterloo, on a perdu de grandes occasions. Depuis Suez, au Royaume-Uni, les esprits n'avaient cessé d'évoluer vers la Communauté, à l'anglaise, bien sûr. Mais tous les pays qui sont allés vers l'Europe ont commencé à le faire pour des raisons nationales. Tous. Le défi pour les « Européens » reste de parvenir à montrer à tous que ces différentes raisons nationales, parfaitement légitimes, ont un dénominateur commun : passer d'une façon harmonieuse du motif particulier vers une volonté commune, voire une légitimité commune pour des actions politiques communes.

- Revenons-en au veto.

En fait, le *veto* fut vrai et faux. Vrai parce qu'il fut prononcé publiquement par le général mais, selon mon analyse, faux parce que ce fut l'assassinat d'un cadavre. La première candidature a été posée par Harold Macmillan, Premier ministre¹². Comme il l'a raconté dans des discours et ses mémoires¹³, il a été très traumatisé par l'expérience de la Première Guerre mondiale, de la crise de 1929 – ce qui en faisait un conservateur de gauche – et de la Seconde Guerre – il a été l'envoyé de Churchill à Alger – ce qui en faisait un Britannique européen. Il a voulu être l'homme du changement. Il le fut quand il a, le premier, parlé du « *wind of change* ». Cela menait

¹⁰ Conférence de presse du 14 janvier 1963.

¹¹ Conférence de presse du 27 novembre 1967 opposant une fin de non-recevoir à l'ouverture de négociations.

¹² De janvier 1957 à octobre 1963. La demande d'adhésion britannique date du 9 août 1961.

¹³ Voir le premier volume de son autobiographie : *Winds of Change 1914-1939*, Londres, Melbourne, Toronto, Macmillan, 1966.

automatiquement aux indépendances au sein du Commonwealth, et vers l'Europe. Les éditorialistes que je connaissais bien personnellement écrivaient de plus en plus clairement dans ce sens. Pour toutes les anciennes métropoles, les deux évolutions étaient liées plus qu'on le pense. On défaisait les empires coloniaux et on faisait l'Europe. Le pari européen de Monnet était en train d'être gagné : « N'attendons pas les Anglais et, si nous réussissons, ils voudront nous rejoindre ».

Mais il fallait aborder de telles négociations les yeux ouverts. Une petite anecdote amusante l'illustrera. Dans le gros volume qu'elle a consacré à son histoire¹⁴, la Commission a publié la lettre que j'ai adressée à Jean Monnet pour l'informer que Macmillan voulait entrer dans l'Europe pour la changer. Au cours d'un de ces longs week-ends où la grande aristocratie avait encore assez d'influence politique pour faire et défaire les gouvernements – époque à laquelle Edward Heath et Margaret Thatcher ont mis fin –, j'étais à table à côté d'une très jeune femme. Je cherche un sujet de conversation. Pas facile ! Finalement, je lui demande : « Quand vous dansez, préférez-vous que votre cavalier parle ou se taise ? ». Question technique importante ! Elle me répond qu'elle avait tout récemment dansé avec le Premier ministre et posé une question sur la candidature britannique au Marché commun qu'on discutait partout ces jours-là. Il lui avait fait cette réponse en la serrant dans ses bras : « *Don't worry, my dear, we shall embrace them destructively* ». Sous une forme moins futile et épisodique, j'en avertissais Monnet et Hallstein. Dans le rapport officiel, j'ai plutôt repris les propos du député travailliste Michael Foot – mauvais *leader* de l'opposition¹⁵, mais intellectuel de tout premier ordre – qui, à la Chambre des Communes, avait dit en substance à Macmillan : « Si je comprends bien, vous êtes prêt à entrer dans ce système avec toute une série d'exceptions et de conditions, si bien que cette équipe de football deviendra une équipe de cricket ! » Macmillan a témoigné plus tard, dans ses mémoires, qu'il espérait par la négociation changer les règles du jeu. Mais on n'y parvient que si les maîtres du club auquel on veut adhérer ne sont pas décidés ou capables de les faire respecter.

J'en arrive au cadavre assassiné. J'ai eu sur ce sujet une différence d'analyse avec l'ambassadeur de France à Londres, Geoffroy Chodron de Courcel¹⁶, à propos du *veto* gaullien. Ma thèse n'est pas celle qui est avancée habituellement. Je n'ai pas connu personnellement le général de Gaulle mais j'avais de sa psychologie une vue pénétrante, comme seules les femmes en sont capables, grâce à ma grande amie Simone Servais qui avait travaillé longtemps avec et pour lui¹⁷. Ma thèse s'appuie, à la fois, sur l'habileté du général et sur la technique de négociation des Anglais qu'il connaissait bien, et pour cause. Il est utile de s'assurer de limitations extérieures qui peuvent être utilisées pour obtenir des concessions. On les trouve en automne, période essentielle où se tiennent la conférence des trois partis, la conférence annuelle des syndicats et la conférence des Premiers ministres du Commonwealth. Leurs prises de position seraient autant d'atouts pour exercer une pression sur les

¹⁴ Michel Dumoulin et al. (dir), *La Commission européenne (1958-1972) – histoire et mémoires d'une institution*, Luxembourg, OPOCE, 2007.

¹⁵ Ultérieurement, de 1980 à 1983.

¹⁶ Ambassadeur à Londres de mars 1962 à 1972.

¹⁷ Auteure de *Regards sur de Gaulle*, Paris, Plon, 1990.

continentaux. En mai 1962, lors d'un déjeuner à l'ambassade de France, j'en parle avec Courcel, catastrophé devant le risque de succès de la négociation. Je lui explique que la négociation a déjà échoué. MacMillan va perdre totalement sa liberté pendant les réunions d'automne car les points difficiles n'ont pas été encore évoqués avec nous. Il en doute. Je prends avec lui un pari. Je devais le gagner.

- Pourquoi ?

Au lieu de négocier avant l'été avec la Communauté un compromis sur les terrains essentiels et complexes afin de l'imposer *at home* en automne, on avait fait l'inverse et privilégié les plus faciles. Les dossiers délicats – balances sterling, préférences commerciales, institutions et autres exigences de l'« acquis communautaire » – seraient traités après l'automne. Les opposants dans le Commonwealth, notamment l'Australie et la Nouvelle-Zélande, dans les partis conservateur et travailliste, dans les syndicats, allaient évidemment saisir l'occasion de s'opposer fortement et clairement. Macmillan s'est retrouvé ligoté. Il n'avait plus de marge. S'agissait-il d'une erreur stratégique, d'une manœuvre machiavélique ? Je ne sais pas. Mais le général de Gaulle – négociateur remarquable – a vu que Macmillan n'avait plus de liberté d'action, donc il a fait en sorte d'apparaître comme responsable du *veto*, avec le message suivant : « La prochaine fois, si vous voulez négocier, ce ne sera pas à Bruxelles mais à Paris ». C'est pourquoi il a tué un cadavre. On faisait dire au général de Gaulle : « Je veux l'Angleterre toute nue »... S'il devait y avoir déshabillage ce serait chez lui et pas ailleurs.

MacMillan avait cru nous imposer ses changements en suivant une procédure dont la maîtrise lui a échappé.

- Erreur qui n'a pas été commise à nouveau dans les négociations à partir de 1969, où les vrais problèmes ont été traités tout de suite.

Absolument, avec Harold Wilson. Mais le général de Gaulle n'a pas vraiment répondu. On finissait de part et d'autre. J'ai retiré l'impression qu'on s'évitait *destructively*. De Gaulle semblait entrer dans la logique de la Communauté. Wilson voulait éviter qu'il prenne ainsi une trop grande importance, voire un *leadership* européen. Il a donc nommé comme ministre un journaliste de talent, Lord Chalfont, pour s'occuper des Affaires européennes. Ce dernier devait surtout « occuper le terrain » et faire d'incessantes déclarations aussi fédéralistes que possible pour retenir l'attention des médias continentaux ou obtenir leur soutien contre la France. J'ai eu des rapports difficiles avec Chalfont parce que, après avoir été amené à reconnaître la nature purement tactique de son européanisme, il a vainement cherché, à plusieurs reprises, comment se débarrasser de moi. Il y eut même une démarche diplomatique officielle pour demander mon rappel au président de la Commission, Jean Rey. Celui-ci l'a rejetée sans ambiguïté, ce qui a eu pour résultat de renforcer la confiance et l'amitié qui existaient entre nous.

- Pouvez-vous donner des exemples concrets de cette tactique ?

En voici deux, le premier qui est bien connu, l'autre qui ne l'est pas.

L'affaire Soames début 1969. J'y ai été marginalement mêlé. Elle avait un côté dépêche d'Ems. Christopher Soames voulait revenir à la chambre des Communes. Dans le système britannique, le parachutage ne marche pas facilement. On ne peut être candidat que si l'association locale vous adopte. Or il a été battu partout. Il a donc fait des offres de service à Wilson, qui a eu l'intelligence d'envoyer ce conservateur, gendre de Winston Churchill, comme ambassadeur à Paris avec mission d'établir les meilleurs contacts avec le général de Gaulle. Un jour, ce dernier, au cours d'un déjeuner privé des deux couples et sans preneur de notes, expose ses idées sur l'organisation politique de l'Europe, idées que l'on retrouve aujourd'hui à Paris. Soames fait un rapport. Vous connaissez l'affaire en elle-même¹⁸. Le document Soames « arrangé » est transmis à Adenauer pour créer la méfiance et le doute dans le couple franco allemand. La BBC m'invite à la télévision pour en discuter avec le chef des « négociations » européennes du *Foreign Office*. Des amis me procurent les deux textes. Les modifications sont évidentes. Le pétard est mouillé. Je l'explique dans notre débat public. Parmi tant d'autres, cette minuscule contribution relativise le malentendu entre Paris et Bonn. Soames a botté en touche en expliquant à qui voulait l'entendre que l'opération était en fait dirigée contre lui par le *Foreign Office* qui, furieux qu'il ait été nommé ambassadeur à Paris, pensait le décrédibiliser.

J'ai vécu directement l'autre exemple. Le président de la République italienne, Giuseppe Saragat, terminait une visite d'État à Londres en avril 1969. Son conseiller diplomatique était un ancien collègue européen et un excellent ami, Staderini. Comme dans toutes les visites d'État, les diplomates avaient préparé à l'avance le communiqué final : le gouvernement italien, très européen, avait obtenu que ce texte conjoint préconise un Parlement européen renforcé et élu au suffrage universel. C'était le fameux dimanche où de Gaulle surprit tout le monde en annonçant sa démission. Le communiqué final devait être publié le lundi. Le soir même, je vois Staderini à sa demande. Que faire ? Les Britanniques suppriment la mention du Parlement qu'ils acceptaient encore quand le général de Gaulle était en fonction. Wilson venait de montrer la vraie nature de sa démarche européenne. Nous décidons de faire connaître ce revirement à nos divers collègues. Ces ruses puérides et stériles, que tout le monde utilise, réussissent parfois à court terme, mais rarement à moyen ou long terme. La véritable histoire n'est pas si naïve.

Georges Pompidou a repris la négociation. Je ne l'ai vu qu'une fois personnellement mais j'étais en communication avec Jean-René Bernard, son conseiller diplomatique. Il avait une certaine connaissance des Britanniques, de la *City*, grâce à la banque Rothschild. Il voulait permettre à la France, fatiguée après la période gaullienne, de reprendre son souffle et sa place dans la Communauté. Cette affaire anglaise avait créé un mauvais climat avec nos partenaires de la Communauté économique européenne (CEE), notamment avec les Néerlandais. Edouard Heath, que j'avais très

¹⁸ Recevant l'ambassadeur britannique le 4 février 1969, le général de Gaulle aurait suggéré de remplacer le système communautaire par une organisation économique plus lâche, ouverte aux pays de l'Association européenne de libre-échange (AELE), et une union politique où quatre grandes puissances joueraient un rôle essentiel. Harold Wilson fit connaître l'ouverture qui lui était faite aux Cinq.

bien connu pendant la première négociation et qui était devenu Premier ministre¹⁹, partageait beaucoup d'idées avec Jean Monnet. Il voulait en outre revivifier l'économie de la Grande-Bretagne, à l'époque « homme malade de l'Europe », grâce au Marché commun. J'ai eu avec lui des conversations à ce sujet. Il avait été impressionné et convaincu par le fait que le général de Gaulle, revenu au pouvoir et qui, évidemment, n'était pas un fédéraliste convaincu, n'avait pas remis en cause les traités de Rome. Au contraire, sur la base du rapport Rueff-Armand, il avait compris que le Marché commun serait le moyen de remettre la France sur pied. On allait trouver là un des terrains communs qui permettrait aux deux hommes d'entrer à nouveau en négociation. Et cela se déroulerait en plus à Paris, selon le vœu du général... Monnet les a beaucoup aidés à se comprendre.

- Les rapports entre les deux hommes étaient-ils cordiaux ?

Je crois que oui. Je n'en ai rien su du côté de Pompidou. En revanche, Heath m'a clairement dit combien il appréciait ces contacts. Chacun, d'origine modeste, était « arrivé » comme intellectuel, sachant apprécier l'art autant, sinon plus, que la politique. L'un sensible à l'écriture, l'autre à la musique. L'un publia une anthologie de la poésie française. L'autre, l'étudiant organiste à Oxford, que j'ai entendu bien plus tard diriger [l'orchestre des jeunes de l'Europe au théâtre des Champs Elysées](#). L'un pragmatique, à la française, l'autre, tout autant mais à l'anglaise. Heath était le plus européen des deux. Son premier discours de parlementaire, en juin 1950, fut pour critiquer le gouvernement travailliste de ne pas avoir accepté le plan Schuman. Il n'avait pas les réserves quelque peu arrogantes de l'aristocratie de son pays. Son père était charpentier et sa mère domestique. Nous nous sommes parfois rencontrés dans les demeures de vieilles familles où, bien que Premier ministre, les gens ne lui parlaient pas. Ma femme et moi avons eu ainsi l'occasion d'avoir avec lui de vraies conversations au cours desquelles nous avons pu tisser des liens de sympathie et apprécier son sens de l'humour ! Certes, Wilson n'était pas traité autrement, mais le rapport personnel avec lui n'était pas facile ; il ne me semblait pas avoir ce sens de l'humour qui sauve tout.

C'est avec Margaret Thatcher que tout a vraiment changé. L'aristocratie du mérite, la classe moyenne avaient désormais le pouvoir. La fin de l'Empire rendait cette évolution naturelle. Le rapprochement avec le « continent » la renforçait.

- Donc la rencontre Pompidou-Heath se produisait au bon moment ?

Certainement. Sur le plan historique et sociologique, tout coïncidait assez bien. Dans l'accord de l'Élysée du 21 mai 1971, Heath acceptait un certain *leadership* français en matière de proposition européenne. Lors du fameux sommet d'octobre 1972 à Paris, Pompidou a parlé de « gouvernement européen ». Cela a suscité beaucoup d'espoir. L'élargissement annonçait un approfondissement ! Mais, dans les deux capitales, les opposants à cette lune de miel européenne se préparaient au sabotage. Messieurs les

¹⁹ De juin 1970 à mars 1974.

Français tirèrent les premiers. Je dis, je persiste et je signe. La stratégie de Heath en fut culbutée. Les opposants de Londres trouvaient un alibi facile : ne pas être plus européens que Paris.

- Avez-vous un exemple à l'appui ?

Oui, en voici deux.

Les Britanniques entrent en janvier 1973. Nous ne fermons ce qui fut la première ambassade européenne qu'en juillet. François-Xavier Ortoli était devenu le président de la Commission élargie²⁰. Après avoir été de l'équipe Monnet, il fit carrière dans les rangs gaullistes. Il est invité à Londres au titre de sa nouvelle responsabilité. J'avais expliqué à Sir Alec Douglas-Home, ministre des Affaires étrangères, tout comme, pendant des mois, aux dirigeants britanniques tout ce qu'il fallait savoir de l'orthodoxie communautaire : la Commission est l'élément moteur du système ; l'originalité de cette structure vient de ce que la proposition est européenne alors que la décision est intergouvernementale ; elle a une légitimité démocratique, elle n'est pas un comité de technocrates ou de fonctionnaires irresponsables parce qu'elle est en permanence soumise au contrôle politique du Parlement Européen, etc., etc. Une réunion eut lieu au *Foreign office* : d'un côté, Sir Con O'Neil, qui était à la tête de la délégation britannique chargée de la négociation, Sir Alec Douglas-Home et Michael Palisser, et du nôtre, Margerie – chef de cabinet d'Ortoli –, ce dernier et moi. Le ministre demande à Ortoli : « Monsieur le président, quel est le rôle de la Commission ? » « C'est une sorte de secrétariat général du Conseil ». Sir Alec en fait tomber son crayon par terre, Palisser, en face de moi, me regarde sidéré et compatissant. Tous les accords conclus, les innovations acceptées venaient d'être remis en cause...

Le second exemple est plus personnel. La Commission présidée par Jean Rey jusqu'en décembre 1972 avait unanimement voté, à l'adresse de la Commission Ortoli, une résolution suggérant que je sois nommé le premier ambassadeur d'Europe à Washington. Je nourrissais cette petite utopie folle depuis Harvard. Il y eut l'obstacle Ortoli dont les Britanniques furent ravis. Ils m'avaient vu à l'œuvre chez eux. Ils ne souhaitaient pas une influence semblable à Washington où l'ambassadeur le plus puissant doit être celui de la Grande-Bretagne. Soames – vice-président de la Commission – m'a décrit l'opposition de mon compatriote en ajoutant : « Je ne vais pas être plus catholique que le Pape ! » Voici, pour la petite histoire. Le premier exemple cité fut en revanche plus grave, sur le plan institutionnel.

J'ai donc quitté les services de la Communauté. Je rentre à Paris. Pompidou me fait proposer d'être secrétaire général adjoint de l'ONU – à l'époque il y en avait un seul, toujours un Français. Je refuse. Cela a peut-être été une erreur, mais je voulais rentrer en France, et que mes enfants y soient éduqués.

Le hasard veillait. Il a voulu que, quand j'étais encore à Londres, ait émergé le projet de création d'une [Commission Trilatérale](#).

²⁰ De janvier 1973 à janvier 1977.

- Pouvez-vous définir plus précisément cette Trilatérale ? Pour les historiens, c'est un objet d'étude obscur, un peu opaque.

Vous êtes très diplomate en disant cela ! Quand je consulte Internet, je suis étonné par certains des textes que je lis. Avec tous les complots, les manipulations qu'on nous attribue, nous ne pouvons qu'avoir une image détestable. J'espère qu'un jour des chercheurs étudieront de près nos très nombreuses publications et que l'impression obscure et opaque disparaîtra. Mais je reconnais que nous sommes à une époque où l'apparence semble plus importante que la substance. Cette évolution a changé de façon radicale la vie politique nationale et internationale dans des conditions qu'on mesure mal et qui en modifie même la substance. Aujourd'hui, si l'on ne recherche pas la publicité, on devient suspect !

J'étais très intéressé par le projet parce que, quelques années auparavant, j'avais eu avec Robert Kennedy, à Washington, une conversation exploratoire sur la création d'une association privée qui incorporerait le Japon. Sa candidature aux élections présidentielles avait interrompu le processus, puis il fut assassiné.

C'est Zbigniew Brzezinski, un ami très proche depuis les années 1950, qui a suggéré le vrai projet trilatéral après quelques mois passés au Japon pour écrire un livre, *The Fragile Blossom*²¹. C'était l'époque où les statistiques de l'ONU plaçaient encore le Japon dans la liste des pays en voie de développement. En outre, ce pays était une sorte de protectorat américain de fait. Il devenait évident qu'il changerait de catégorie ! Il fallait anticiper sa résurrection comme nous l'avions fait pour l'Allemagne quand elle fut incorporée sur une base non discriminatoire dans un processus européen qui, lui-même, devait prendre une dimension mondiale alors non encore reconnue par le secrétaire d'État Henry Kissinger. Notre ambition était simple. Je l'ai décrite un jour devant le Premier ministre du Japon en prenant le contre-pied des trois singes si populaires en Asie, l'aveugle, le muet et le sourd. La Trilatérale œuvrerait pour que, dans l'exercice de leurs responsabilités respectives, l'Europe voit à nouveau le monde, que le Japon s'exprime à nouveau et que l'Amérique nous entende. Nous anticipions et contribuions à créer les nouveaux équilibres des années à venir. Ce fut bien plus tard, sur le plan officiel, le Groupe de sept (G7) – qui, du reste, a fait son temps en cédant la place au Groupe des vingt (G20). Mais, en 1972-1973, les gouvernements n'étaient pas encore prêts. L'initiative serait prise sur le plan privé.

La première proposition de Zbigniew fut d'inviter le Japon dans l'organisation Bilderberg. David Rockefeller, un de ses fondateurs, l'a présentée. Ce fut refusé. Alors est née l'idée de créer une organisation originale où se retrouveraient Américains, Européens et Japonais venant, notamment, de la politique, de gauche comme de droite, de l'économie, patrons comme syndicalistes, de la pensée, intellectuels et hommes des médias. Très bon négociateur, courtois, prudent mais persévérant, David Rockefeller avait pris contact avec divers chefs d'exécutifs. Il avait vu Pompidou à l'Élysée qui n'avait été ni négatif ni positif. Un feu orange, en somme. Le président avait suggéré comme *leader* du groupe français Robert Marjolin, Paul

²¹ *The Fragile Blossom: Crises and Change in Japan*, New York, Harper and Row, 1972.

Delouvrier ou Roger Seydoux. C'est Paul Delouvrier et Roger Seydoux qui prirent l'initiative. Les deux étaient pour moi des amis très proches, le premier depuis Luxembourg, le second avec lequel, lorsqu'il était ambassadeur près l'ONU, j'avais toujours de longues conversations chaque fois que je passais à New York. Mais nous devions rencontrer l'obstacle Michel Jobert, devenu ministre des Affaires étrangères en 1973.

- Le même obstacle déjà rencontré en matière européenne ?

Oui, c'est la vieille allergie au monde anglo-saxon... Alors qu'en fait, nous avons tant en commun. Un jour la Chine nous aidera à ouvrir les yeux comme elle le fait si bien pour elle-même aujourd'hui. J'en reviens à Jobert. Nous apprenons que des personnalités de haut niveau, pressenties, se retiraient à la suite d'un « conseil » reçu du Quai d'Orsay. Donc, pas de groupe français. Une nouvelle chaise vide... Geoffroy de Courcel – devenu un véritable ami quand je l'avais beaucoup aidé pendant la quarantaine qu'il avait subi avec panache et dignité après le *veto* du général, en 1963 –, en tant que secrétaire général du Quai d'Orsay, me déconseille vivement de participer à la séance inaugurale de la Commission Trilatérale qui allait avoir lieu en octobre 1973 à Tokyo. Je lui réponds que, redevenu citoyen privé, j'étais libre de mes mouvements et que je m'y rendrai.

La réunion constitutive eut lieu au Palace Hôtel, face au parc du Palais impérial. Brzezinski expose le projet. Je note qu'il semble placer l'Europe et le Japon en position de coadjuteurs auprès de l'Amérique. J'interviens pour dire qu'en tant qu'Européen, je ne pouvais accepter cette conception. Nous devions être tous égaux. Il répond maladroitement. Je quitte la salle. Or tout le monde voulait qu'il y ait un groupe français. Les Allemands et les Britanniques me sollicitent d'autant plus qu'ils avaient apprécié que je me sois exprimé en Européen. Je pose mes conditions – égalité totale, trois présidents, trois budgets séparés, trois auteurs pour les rapports, trois bureaux dont l'europpéen à... Paris. Tout est accepté. Je reviens dans la conférence sous les applaudissements, surtout de la part des Japonais pour qui c'était la première occasion de s'émanciper un peu, et sans trop de danger, de leur relation très spéciale et exclusive avec les États-Unis. De plus, c'était la première organisation privée de ce type dont ils étaient cofondateurs. Cet épisode explique qu'en 1975, j'ai été élu président européen de la Trilatérale, puis réélu pendant dix sept ans²².

Dans ce cadre jamais remis en question, Américains, Européens et Japonais se sont mis au travail en partenaires égaux. Les Japonais se sont sentis membres de la famille occidentale, avec les droits et les devoirs afférents. Ils s'émancipaient certes, mais dans la famille des démocraties, et pouvaient ainsi résister à quelques poussées de nationalisme revanchard. Nous tous avons compris qu'il fallait éviter des conflits qui auraient des répercussions, non seulement, entre nous mais, aussi, dans le reste du monde. Ensemble, nous avons engagé des dialogues avec les Soviétiques et les Chinois. Ils furent très ouverts et constructifs parce que nous étions forts de notre unité et donc sans complexe d'infériorité ni de supériorité. Nous avons porté une

²² Président européen de 1975 à 1992.

attention toute spéciale aux pays en voie de développement et avons ouvert pour eux des voies nouvelles de communication globales qui n'existaient pas auparavant. Voilà pourquoi j'ai été plus tard, en 1988-1989, choisi avec Bob McNamara par les Africains parmi les Neuf Sages pour l'Afrique.

Nous, les trois présidents de la Trilatérale, choisissons, pour rédiger nos rapports à discuter par la Commission entière, trois rapporteurs, un Américain, un Européen, un Japonais. Ils devaient établir un diagnostic commun pour étayer des propositions communes. Presque tous sont parvenus à s'accorder. Ce fut, à l'époque, un événement intellectuel et politique novateur. Le résultat fut que ce concept trilatéral, aujourd'hui banal et dépassé, a été pris très au sérieux partout et, en particulier, à l'Est.

En fait, je fus, dès le début, de ceux qui voulaient des discussions franches sur des problèmes difficiles entre gens les plus divers aux opinions ou responsabilités importantes. Pour libérer chacun des attitudes rigides et préconçues qui rendent aléatoire la recherche en commun de diagnostics et solutions, il fallait risquer d'être considérés comme obscurs et opaques. Et ce risque, nous l'avons pris sciemment.

Certes, il a subsisté une ambiguïté. Un gouvernement occulte ? Certains auraient voulu que nous allions aussi loin, un peu comme le Comité d'action pour les États-Unis de Jean Monnet et même au-delà. Watanabe, Rockefeller et moi avons été sans difficulté d'accord pour refuser cette dérive. En revanche, l'originalité de notre travail commun, notre procédure de consultation approfondie, les discussions en assemblée plénière ont donné aux rapports et à nos conclusions une valeur qui a pu, quand ils le jugeaient utile, influencer les grands décideurs de ce monde. Oui, il y a eu, incontestablement, influence car nos explorations dans le moyen et long terme les aideraient le moment venu.

- Et votre intérêt pour la Chine, débute-t-il avec le Forum Chine-Europe créé en 2005 ?

Non, il date de ma période à Harvard où un de mes meilleurs amis était chinois. En outre, un des familiers de la famille avait travaillé pendant des décennies à Pékin et Shanghai.

Plus tard, en 1971, j'avais pris contact avec le chargé d'Affaires chinois à Londres, pendant la révolution culturelle. En général, puisqu'on n'avait jamais d'instructions, je prenais des initiatives librement mais, dans ce cas, j'avais demandé l'autorisation de Ralf Dahrendorf, commissaire aux Affaires étrangères – à l'époque, il était allemand²³. Il m'avait répondu que ce serait à « mes risques et périls personnels »... D'abord étonné et prudent, le chargé d'Affaires chinois a eu avec moi une conversation très dense de plusieurs heures. Ce fut une première officielle entre la Communauté Européenne et la Chine.

Plus tard, de retour en France, j'ai participé, avec des amis du musée Guimet, à la création d'un petit groupe d'« amateurs de céramique chinoise » qui a visité la Chine

²³ Sociologue, proche de la gauche mais libéral, Ralf Dahrendorf est ensuite devenu citoyen britannique. Il fut membre de la Commission européenne de janvier 1970 à novembre 1974.

en pleine Révolution culturelle. À l'époque, seuls les amateurs d'art pouvaient obtenir un visa. Le voyage a duré un mois.

Quand j'étais président du Mouvement européen international, j'ai été invité officiellement en Chine. J'ai constaté qu'on me posait beaucoup plus de questions sur la Trilatérale que sur l'Europe. J'ai donc suggéré à mes collègues qu'un groupe de la Trilatérale se rende à Pékin. Mon collègue japonais, ancien président de la Banque asiatique de développement, a négocié ce voyage qui a eu lieu en 1981. Nous avons été reçus par Deng Xiaoping qui nous a annoncé tout ce que son pays a accompli depuis. Dans un aparté, il m'a dit en souriant : « Vous verrez, quand nous serons devenus un grand Hong Kong ». C'est l'homme qui, à tous égards, m'a le plus rappelé Monnet.

Désormais, aux côtés des pays de l'ASEAN (Association des nations de l'Asie du Sud-Est), de la Corée du sud et de l'Océanie, les Chinois sont officiellement membres de la Trilatérale, comme d'ailleurs les Indiens que je connais très, très mal, hélas !

Quant au Forum, il a été créé sous l'impulsion et la responsabilité de huit personnes dont Pierre Calame, président de la Fondation pour le progrès de l'homme, Michel Rocard, Wu Jianmin, ancien ambassadeur de la République populaire de Chine en France, de quatre autres personnalités et de moi-même. Une innovation mérite d'être signalée : les contacts établis le sont entre sociétés civiles et impliquent plusieurs milliers de personnes.

- Peut-on dire que, comme Jean Monnet, vous êtes autant un mondialiste qu'un européen ?

Vous avez raison de dire « autant ». Voyez la fin des *Mémoires* de Jean Monnet. Il était d'abord mondialiste avant d'être européen. Moi, j'ai d'abord été Français de la Résistance, Européen puis mondialiste. Dans chaque étape, il n'est pas question d'oublier la précédente. L'une va avec l'autre. L'une mène à l'autre. Cette évidence s'impose aujourd'hui, chacun le sent instinctivement. Je suis convaincu que, pour avoir les moyens de rester un bon patriote, il faut être européen et, pour rester européen, il faut participer à la marche du monde. Je regrette certaines hésitations ou aveuglements. On n'utilise pas assez les instruments que nous nous sommes donnés. Nous comptons de moins en moins. On devrait se réveiller. Voilà une belle bataille à mener pour la génération qui est au pouvoir et celle qui suivra. À mon âge, on est obligé de s'abstenir. Je ne me suis quand même pas totalement retiré dans ce domaine.

- Vous avez évoqué votre présidence du Mouvement européen international, de 1978 à 1981. Pouvez-vous nous dire quelles impressions vous en avez retirées ?

Mitigées.

- Vous étiez adhérent de longue date ?

Je ne l'ai jamais été.

- Question naïve, alors : comment devient-on président d'un mouvement auquel on n'appartient pas ?

Comme du temps de la Résistance, il y a des combats fondamentaux qui se livrent sans carte d'adhérent.

Je n'ai jamais fait partie de quoi que ce soit : je suis trop individualiste. C'est la raison pour laquelle je n'ai pas fait de politique publique. Je voulais rester libre et en harmonie avec les valeurs que je respecte.

Impression mitigée, donc. Le Mouvement européen a été créé en 1948, il y eut un élan incontestable, des hommes remarquables, [une puissante dynamique politique et culturelle](#). Et puis, il s'est divisé – de fait, pas de droit – entre l'aile fédéraliste et l'aile fonctionnaliste. Dans certains pays, il était très présent. Dans d'autres, il était devenu routinier. Il y a eu un problème de financement qui a re-nationalisé les sections. J'avais des doutes sur ce qu'était devenu le Mouvement. En effet, lorsque Jean Monnet a démissionné de la Haute Autorité, en 1955, on lui en a offert la présidence. On a examiné la proposition avec soin. Il a refusé car il recherchait l'efficacité politique, d'où le Comité d'action pour les États-Unis d'Europe. C'est Jean Rey, qui était président du Mouvement européen international²⁴, qui a avancé mon nom et m'a demandé d'accepter. Je ne pouvais le lui refuser en souvenir de ce qu'il avait fait quand il avait rejeté la démarche anglaise. Il avait aussi joué un rôle important dans mon élection à la présidence européenne de la Trilatérale. J'ai donc laissé citer mon nom comme candidat. Une partie du groupe français soutenait Edgar Faure qui faisait une campagne active. Leprince-Ringuet qui présidait la section française me soutenait. Le Conseil fédéral a voté en ma faveur.

J'avais pour but d'arriver à un million d'adhérents, ce qui était possible. Le pays qui a tout de suite rempli son quota a été la Norvège, d'autres pays n'ont rien fait. J'ai été à l'origine d'un programme ambitieux : « Nous Européens ». J'ai fait entrer l'Espagne – de même que dans la Trilatérale à peu près à la même époque. J'ai pu donner à nos objectifs une visibilité sur le plan mondial. C'est à ce titre que j'ai été invité à Pékin, en même temps qu'Otto de Habsbourg qui présidait l'Union paneuropéenne. J'ai réveillé les sections des pays de l'Est, formées d'exilés. Le bilan a été correct. On sortait de la léthargie. J'ai dérangé le secrétaire général qui avait l'habitude de faire ce qu'il voulait. Avec la complicité du président de l'Institut de reconstruction industrielle (IRI), Petrilli, il a organisé une opération pour me déstabiliser. J'en ai pris conscience lors d'une réunion à Venise. J'ai décidé d'arrêter, car les batailles personnelles ne m'intéressaient pas. Giuseppe Petrilli a été mon successeur en 1982²⁵. L'organisation internationale a perdu le prestige et l'influence dont elle bénéficiait à l'origine. Mais elle a attiré, par la force de l'idéal qu'elle représente, des personnalités de tout premier plan comme, récemment, deux anciens présidents du Parlement Européens, José María Gil Robles et Pat Cox.

²⁴ Depuis 1973.

²⁵ Jusqu'en 1986.

La section française a toujours été une des meilleures avec, à sa tête, après Raoul Dautry, René Courtin, René Mayer, Pierre Sudreau, Gaston Defferre, Louis Leprince-Ringuet, Jean François-Poncet, Jean-Louis Bourlanges, Anne-Marie Idrac ou Sylvie Goulard. Quand vous voyez cette liste, vous comprenez que mon sentiment ait été mitigé parce que l'instrument n'a pas été à la hauteur des personnalités qui s'y sont consacrées.

- Un commentaire sur l'actualité européenne, pour conclure ?

Tout dépendra du Parlement européen. Il est la légitimité démocratique de l'Union. Le traité de Lisbonne renforce ses pouvoirs. Il les utilisera jusqu'à les élargir sous des formes pragmatiques comme tous les vrais parlements l'ont fait avant lui. Lorsque Monnet a dissout son Comité d'action pour les États-Unis d'Europe, j'ai eu avec lui une conversation révélatrice qui n'est pas connue. Je lui demandais qui prendrait la suite. Sans hésitation, il me répondit : le Parlement représentant les peuples européens. Dès avril 1953, je répète, avril 1953, il prononçait à Bruxelles un discours par lequel il préconisait déjà la création d'un tel parlement élu au suffrage universel direct. Avec Lisbonne, nous ne sommes pas loin du but. Mais, pendant les débats de la Convention, certains, notamment son président, qui n'ont jamais accepté ou compris l'innovation communautaire, ont créé la confusion en institutionnalisant le système intergouvernemental. Ils voulaient diminuer la Commission en une sorte de secrétariat général. Pour cela, on a créé un président de l'Union et un ministre des Affaires étrangères. Ce dernier poste illustre à son comble les nouvelles ambiguïtés. Responsabilité intergouvernementale mais aussi communautaire à la vice-présidence de la Commission devant le Parlement européen. Celui-ci ne pourrait donc la censurer qu'à cinquante pour cent !

Lors d'un colloque organisé par le nouveau président du Parlement, Jacques Delors et moi, sans nous être concertés, avons dit la même chose : le traité de Lisbonne institutionnalise la confusion dans les deux domaines où nous avons besoin de clarification, légitimité démocratique, force et unité vis-à-vis de l'extérieur. Le « président de l'Europe », responsable devant personne, n'a aucune base démocratique. Et vers l'extérieur le résultat est aussi brillant ! Les premiers titulaires de ces deux fonctions ont compris les écueils à éviter et agiront, je pense, en conséquence. Quand l'Europe voudra parler aux présidents de Chine ou des États-Unis, qui le fera ? Le président de la rotation semestrielle, le président de l'Union pour deux ans et demi, le président quinquennal de la Commission, seul à bénéficier de la légitimité démocratique que lui confèrent le vote et le contrôle du Parlement européen et qui a la maîtrise des dossiers ?

Certes, aussi longtemps que possible, il faudra s'abstenir d'ouvrir à nouveau des débats institutionnels. La bataille politique des deux légitimités, la communautaire et l'intergouvernementale, devra se dérouler à l'intérieur du système qui prévaut désormais. Au gré des nécessités, il faudra trouver de nouveaux équilibres. Voilà pourquoi je vous ai répondu que tout dépendrait du Parlement. Désormais, nous sommes bien armés pour cette bataille. Mais son issue, dans un sens ou l'autre, peut réserver des surprises en allant au-delà de la relation subtile que nous cherchions à

établir entre notre respect initial pour les souverainetés nationales et la création d'une souveraineté européenne démocratique et performante. L'originalité communautaire fut de placer l'institution de proposition, objective, qui a pour mission de dégager l'intérêt commun et la réponse qui y correspond, au même niveau que l'institution de décision, subjective, qui représente les intérêts nationaux. L'exemple de ce dialogue entre ces deux aspects du pouvoir intéresse les non-Européens dans leur recherche pour l'organisation du monde d'aujourd'hui à l'échelle régionale ou globale : ni fédération, ni confédération.

- Mais par quoi sont-ils précisément intéressés ?

Il ne s'agit pas pour eux de copier notre modèle mais de s'en inspirer, puisqu'il a démontré qu'il pouvait fonctionner mieux que les tentatives internationales fondées sur le droit de souveraineté exclusive ou durer plus longtemps que les unions imposées par la force. Donc copier serait d'autant plus difficile que le modèle est en évolution permanente au gré des circonstances, des *ego*, des intérêts. Il devient de plus en plus difficile à déchiffrer, même pour nous qui l'avons fait naître. Il n'y a rien de bizarre. Après avoir vécu de près bien des moments charnières de l'histoire contemporaine et, surtout, les aventures européenne et globale, j'en arrive à penser que tous résultent de la rencontre mystérieuse de circonstances ou de volontés particulières avec le déterminisme des grands courants de la nature. Les figures de proue, dans l'aventure collective de l'humanité, sont celles qui ont compris et accepté cela. Jean Monnet et Charles de Gaulle furent les seuls Français du siècle dernier qui appartiennent à ce club très fermé d'où l'on ne sort jamais. Je vous ai souvent parlé, dans cet entretien, du hasard. Nous en sommes chacun le fruit invraisemblable.

- Voyez-vous donc le monde évoluer selon un nouveau schéma, et comment ?

Nous allons vers l'unité structurée ou le chaos absolu. C'est animé par cette conviction toute personnelle que, depuis 1975, en prolongeant mon expérience communautaire, j'ai à diverses occasions soumis quelques suggestions. Je suis arrivé à la conclusion qu'il fallait trouver une solution qui n'était ni internationale ni supranationale. Ce qui pose la question du *veto* qui bloque ou du vote majoritaire qui permet de décider. Ce dernier est un leurre ou un obstacle aux formes nouvelles de gouvernance dont ce siècle a besoin. Il crée une situation où des États, par ailleurs souverains, seraient dans la minorité. Je suis favorable au *veto*, mais au *veto responsable*. Les idées que je vais développer commencent à pénétrer les réflexions sur la gouvernance mondiale, au fur et à mesure des échecs subis par cette fameuse « Communauté internationale » qu'on invoque sans cesse mais qui n'existe pas encore.

- N'est-ce pas un retour en arrière ?

Je ne le crois pas. En effet, tous les pays refusent d'abandonner de leur souveraineté. Quand, dans le monde d'aujourd'hui, les opinions, la technologie, l'immensité des défis collectifs auxquels nous devons faire face les y contraignent, ils cèdent en apparence. Ils rusent. Ils nomment à la tête des institutions créées ou réformées des personnalités qui ne leur feront pas ombrage. Ou, s'il faut accepter des votes majoritaires, les plus forts s'arrangeront pour ne jamais être mis en minorité. Chacun constate une certaine hypocrisie dans ce domaine. Si l'on pouvait s'en contenter naguère, cela devient désormais suicidaire.

Il faut, dans ce laboratoire dont je vous ai parlé, notre Union, résoudre cette quadrature du cercle. Si nous y parvenons, cet exemple pourra inspirer le monde qui est soumis à des pressions « unifiantes » plus fortes même qu'en Europe, car elles intéressent la présence de l'homme sur cette planète.

Nous sommes arrivés à un stade où le fait européen et les institutions communes sont incontournables. Monnet disait : « Nous aurons gagné quand les intérêts seront devenus européens » ; aujourd'hui j'ajoute les réalités vécues. Alors que je parlais il y a quelques temps à des jeunes de trente ans de l'Europe que nous faisons, l'un d'eux me répondit : « Ne défaites pas l'Europe » !

Nous devons être intransigeants il y a 60 ans parce que trop faibles. Alors que nous sommes aux trois quarts du chemin, nous pouvons envisager des compromis pour traiter les contradictions dont, actuellement, on sort mal et dans la confusion.

Utilisons les institutions qui existent. Elles sont puissantes et ont des moyens considérables. Le processus auquel je pense est le suivant. On respecte les procédures actuelles, jusqu'au stade final où un État peut imposer son *veto* à la proposition de la Commission. Au lieu du marchandage diplomatique intergouvernemental en coulisses, on s'expliquera devant l'instance parlementaire dont la base politique démocratique est incontestable. Le président de la Commission aura donc le devoir de porter le conflit devant le Parlement européen. Il y aura débat public au cours duquel celui qui songe au *veto* défendra sa position et la Commission la sienne. L'opinion et les médias seront automatiquement saisis et, peut-être même, intéressés. Si le Parlement donne raison à celui qui fait obstacle, cela prouvera que la Commission n'a pas été le bon représentant de l'intérêt commun. Elle devra revoir sa copie. Si la Commission gagne, le gouvernement concerné disposera d'une période limitée pour consulter ses propres instances nationales. Selon le résultat, il pourra solliciter de la Commission une période transitoire ou refuser la proposition qui s'appliquera aux autres mais pas à lui. En s'excluant de lui-même, il contribuera à former le noyau dur dont certains parlent, mais d'une façon résiduelle. Ce que je préconise n'est rien d'autre que ce qui s'est produit empiriquement pour Schengen ou l'euro, mais j'y parviens en renforçant les systèmes démocratique et communautaire et non en les dénaturant. Un exemple fera réfléchir et, peut-être, déclenchera une nouvelle nécessité institutionnelle. Pour séduire les Irlandais, on a décidé que chaque pays aurait son Commissaire. Que se passera-t-il lorsque la Croatie, le Monténégro, la Bosnie, la Macédoine, la Serbie et, pourquoi pas, le Kosovo feront partie de l'Union, ce qui est souhaitable ? Avec la Slovénie qui en est déjà membre, l'ancienne Yougoslavie aura... Sept commissaires ! Il sera difficile de ne pas à nouveau faire appel à un peu d'imagination créatrice. Grâce au *veto* responsable, il ne sera plus vital

pour « rassurer » les États de nommer autant de commissaires qui, contrairement à ce que prétendent certains, ne peuvent être des représentants nationaux. Alors, le président de la Commission, lui-même désigné par le Conseil, une sorte de Conseil de souverainetés, et investi par le Parlement, devrait se voir reconnaître le pouvoir et la responsabilité politique de choisir le nombre des commissaires qui seraient soumis, comme aujourd'hui, à l'approbation du Parlement.

- Est-ce vraiment réaliste ?

Une expérience intéressante m'a montré que ce pouvait l'être. La Maison de l'Europe a organisé, il y a plusieurs années, une réunion où je devais dialoguer avec un parlementaire souverainiste. Ses partisans et de solides fédéralistes étaient dans la salle. J'ai expliqué mon système. À la fin, tout le monde était d'accord.

Oui, c'est réaliste parce que je prends en compte le fait qu'il existe désormais une vie politique européenne très complexe à laquelle tous participent, des chefs d'exécutifs nationaux à toutes les organisations professionnelles. L'Europe est dans tout et tout est en Europe ! La mentalité de la tête de pont ou de la sortie de la forteresse assiégée n'est plus de mise. Il faut organiser la victoire de l'Europe et la rendre désormais acceptable pour tous. Il faut sortir l'Europe de la phase diplomatique pour entrer, sans ambiguïté, dans la phase démocratique.

Constatons que tous ceux qui se sont frottés aux institutions ont été conquis et sont allés au-delà de leurs doutes originels. Je vous cite un cas exemplaire, lord Cockfield²⁶. Il fut choisi par Margaret Thatcher comme un de ses partisans sûrs. Il fut le commissaire européen qui, sous la présidence de Jacques Delors, a mis en œuvre le marché unique avec une ténacité et une ardeur toute britannique. *Yes he did!*

- Va-t-on encore rouvrir le débat institutionnel ? Est-ce sage ?

Je vous l'ai dit : il ne faut pas ouvrir un nouveau débat institutionnel. Servons-nous au mieux de ce qui existe maintenant. Ce que je suggère peut se développer dans le contexte de Lisbonne par évolution pragmatique. Mais trop vite on découvrira des difficultés immenses, des blocages techniques ingérables. Le risque serait qu'on soit tenté de jeter le bébé avec l'eau du bain. Et que l'on détruise l'Union parce qu'on ne saura plus comment la réformer. Je me suis aventuré à vous exposer les idées pas très « orthodoxes » que j'entretiens depuis plus de trente ans parce que, bien après mon temps, je veux mettre à la disposition de ceux qui auront à traiter les crises graves qui éclateront certainement des solutions qui renforceront l'Union plutôt que de la détruire.

Ces défis viendront. Les dirigeants, qu'on voit sans cesse sur les photos de famille innombrables et monotones que personne ne regarde plus, s'apercevront que ni eux ni l'Europe ne sont en harmonie avec la réalité mondiale. Alors, ils découvriront que la Communauté européenne, avec des moyens et des méthodes beaucoup plus modestes, avait attiré la sympathie et le respect du monde. Si je l'ai vécu comme

²⁶ Vice-président de la Commission en charge du Marché intérieur de janvier 1985 à janvier 1989.

simple individu, cela doit être encore vrai. On dit qu'Obama, la Chine, l'Inde, La Russie, l'Afrique, le Brésil et tant d'autres, négligent l'Europe²⁷. Leur rôle n'est pas de la renforcer pour nous. La réponse est chez nous... À portée de main.

Nos gouvernants sont déjà placés devant un choix qui n'a jamais été aussi simple. Il leur sera imposé par leurs opinions et l'évolution irrésistible du monde. S'ils n'acceptent pas de pousser jusqu'aux États-Unis d'Europe, ou si le mot effraie, la véritable Communauté européenne, la construction originale que ma génération leur a léguée après avoir reçu de la précédente le chaos et le désespoir, ils ne pourront plus sauvegarder dans chaque nation et la démocratie et le niveau socio-économique et les valeurs qui font notre civilisation. L'Europe retournerait à ses vieux démons avec une différence : pour le monde, nous ne serions plus déterminants. Si, en revanche... Tout sera possible.

De notre temps, l'Europe était un risque complexe et inouï. Aujourd'hui, elle est une obligation simple et évidente. Les jeunes générations auxquelles vous enseignez le vivent et le comprennent déjà. D'où mon espoir que la grande Renaissance, patiemment construite pendant plus d'un demi-siècle de travail, ne sera pas rendue incohérente, inutile et absurde.

Les auteurs

Ancienne élève de l'ENS Sèvres-Ulm, agrégée et docteur en histoire, Anne Dulphy est maître de conférences à l'École polytechnique et chercheur rattaché au Centre d'histoire de Sciences Po. Ses travaux portent sur les interactions entre questions internationales, politique intérieure et société. Elle s'intéresse plus spécifiquement à la politique extérieure de la France, en particulier ses relations avec l'Espagne et le bassin méditerranéen, et sa position face à l'Europe communautaire. Elle a publié plusieurs ouvrages, dont *La politique de la France à l'égard de l'Espagne de 1945 à 1955* (Paris, ministère des Affaires étrangères, coll. « Diplomatie et histoire », 2002) et, en codirection avec Yves Léonard, *De la dictature à la démocratie : voies ibériques* (Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2004). Avec Christine Manigand, elle a codirigé *Les opinions publiques face à l'Europe communautaire* (Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2004) et publié *La France au risque de l'Europe* (Paris, Armand Colin, 2007). Elle vient de publier un *Dictionnaire critique de l'Union européenne* chez Armand Colin (en codirection avec Christine Manigand, Yves Bertoncini, Thierry Chopin et Sylvain Kahn).

Christine Manigand est professeur en histoire contemporaine à l'université de Poitiers et chercheur rattaché au Centre d'histoire de Sciences Po. Ses recherches portent sur l'interface entre l'histoire politique française, l'aventure européenne et les relations internationales. Elle a publié plusieurs ouvrages, dont *Les Français au service de la Société des Nations* (Berne, Peter Lang SA, 2003) et, en codirection avec Elisabeth du Réau, *Vers la réunification de l'Europe. Apports et limites du processus*

²⁷ « Why Europe feels rejected by Obama », *International Herald Tribune*, 17 novembre 2009.



Anne Dulphy et Christine Manigand, « Entretien avec Georges Berthoin », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, N°10, janvier-avril 2010, www.histoire-politique.fr

d'Helsinki de 1975 à nos jours (Paris, L'Harmattan, 2005). Avec Anne Dulphy, elle a co-dirigé *Les opinions publiques face à l'Europe communautaire* (Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2004) et publié *La France au risque de l'Europe* (Paris, Armand Colin, 2007). Elle vient de publier un *Dictionnaire critique de l'Union européenne* chez Armand Colin, en codirection avec Anne Dulphy, Yves Bertoncini, Thierry Chopin et Sylvain Kahn.

Pour citer cet article : Anne Dulphy et Christine Manigand, « Entretien avec Georges Berthoin », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, N°10, janvier-avril 2010, www.histoire-politique.fr.